

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2020

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

CULTURE

Un « soft power » sous-estimé

TANZANIE

Un développement contrasté

COURSE AUX VACCINS

Une compétition planétaire entre
solidarité et obligation

DOSSIER CULTURE



8

La culture, un « soft power » sous-estimé

La liberté de s'exprimer sur le plan artistique est menacée. Elle favorise pourtant le changement social et le développement durable. Son potentiel est énorme.

13

« Sans art ni culture, le développement est quasi impensable »

Entretien avec Karima Bennoune, rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels.

15

Raconter la ville autrement

Le musée Zoma est un îlot de culture au cœur de la mer de béton d'Addis-Abeba.

17

Hors de la promotion culturelle établie

En Afrique du Nord, les professionnels de la culture manquent de ressources et de liberté. La DDC les soutient.

19

Faits et chiffres

Le magazine est également disponible en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS TANZANIE



20

Un développement contrasté

Si la Tanzanie a combattu la corruption ces dernières années, elle a aussi supprimé la liberté d'expression.

24

Sur le terrain avec...

Thomas Teuscher, médecin responsable des programmes santé de la DDC en Tanzanie.

25

« Que faites-vous pour les autres ? »

Rebeca Gyumi défend les droits des filles en Tanzanie.

DDC



26

Les théiers anciens, remèdes contre la pauvreté

Au Laos, les paysans récoltent du thé sauvage, un produit à haute valeur ajoutée.

29

Bloqués dans leur pays d'accueil

La crise du Covid-19 frappe durement les travailleurs migrants. La Suisse leur apporte une aide d'urgence.

31

Un large soutien

La stratégie de coopération internationale 2021-2024 peut être déployée. Le Parlement a approuvé les crédits-cadres pluriannuels.

FORUM



32

L'agroécologie pour nourrir l'humanité

Un changement radical de modèle agricole est nécessaire.

35

L'accès aux vaccins, entre solidarité et obligation

Comment faire en sorte que les pays pauvres bénéficient des vaccins contre le Covid-19 ?

37

Des temps chaotiques

Carte blanche : la Bosnienne Aida Begić invite les cinéastes à accepter les risques et à voguer vers une réalité nouvelle.

CULTURE



38

À Nairobi, les voix du changement

Une nouvelle scène musicale émerge dans les petits studios de la capitale kényane. Ces productions aspirent à des réformes sociales et politiques.

3 Éditorial

4 Périscope

41 Service

43 Coup de cœur avec Paloma Canonica

43 Impressum

DE LA LUMIÈRE DANS LES PROFONDEURS DU CŒUR



© Monika Flueckiger

2020, quelle année! Des catastrophes environnementales, des conflits armés et une pandémie mondiale, dont les conséquences nous occuperont encore longtemps. Tout cela, sur fond de course aux armements entre grandes puissances internationales et d'âpres luttes de pouvoir internes. Que ce soit au Mali, au Bélarus ou aux États-Unis, une vision unilatérale du monde tend à s'imposer dans les esprits. Si la pensée manichéenne permet d'engranger des succès politiques à court terme, elle ne contribue pas à un développement durable ni à la stabilité politique et sociale.

La Suisse montre qu'une autre voie est possible: avec son débat public, sa culture de la délibération et du consensus, elle est devenue un modèle de participation politique. La politique appartient au peuple. C'est pourquoi j'ai décidé, conjointement avec nos collègues du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, de soumettre la stratégie de coopération internationale en consultation publique. Pour la première fois dans l'histoire de la coopération internationale, le grand public a pu s'exprimer sur cet instrument majeur de la politique extérieure suisse. Mais pour faire comprendre la politique aux citoyens et aux citoyennes, il faut à la fois leur donner accès aux dossiers politiques et veiller à la clarté et à la lisibilité des textes. Grâce à cette consultation, de nombreux milieux et personnes intéressés ont pu participer au processus: 249 avis formulés sur plus de 1000 pages ont été déposés. La stratégie de coopération internationale a finalement été adoptée fin septembre par le Parlement à une grande majorité: un succès qui a couronné nos efforts communs!

Le débat public, la culture de l'écoute et de l'échange ainsi que la compréhension du fait qu'il n'existe pas une seule vision du monde caractérisent la Suisse. Ce qui, dans ce pays, est considéré comme allant de soi est menacé dans de nombreuses régions du globe. La pluralité des opinions et la diversité culturelle sont, à l'instar de la biodiversité dans la nature, une source d'enrichissement propice au changement social et au développement durable. La résolution démocratique et pacifique des tensions issues de la diversité constitue un acquis capital, qui fait la spécificité de notre pays. Malheureusement, il n'en va pas ainsi partout dans le monde. C'est la raison pour laquelle la démocratie et la bonne gouvernance figurent parmi les objectifs de la stratégie de coopération internationale.

La diversité est culture. La confrontation des différences nous permet de donner du sens au vécu, nous procure une identité et nous aide à trouver notre rôle individuel dans la société. L'expression culturelle revêt une grande importance, notamment dans le travail de deuil, la gestion des traumatismes de guerre ou la construction de structures sociales. L'art est aussi l'expression de cette culture. Non seulement il aide à surmonter les crises, mais il joue également un rôle essentiel dans leur prévention. L'art favorise le dialogue, jette des passerelles et teinte la perception que nous avons les uns des autres. Aussi n'existe-t-il pas de modèle universel de coopération internationale. Une coopération internationale efficace doit être enracinée dans une culture spécifique. C'est à cette condition seulement qu'elle peut réaliser la transformation sociale, y compris en recourant à diverses formes artistiques.

Le compositeur allemand Robert Schumann a eu, à ce propos, cette formule très juste: « Projeter la lumière dans les profondeurs du cœur humain, telle est la vocation de l'artiste. » Portons haut le flambeau de la diversité culturelle!

Ignazio Cassis
Chef du DFAE



© Max Mustier

UNE ARCHITECTURE ANCESTRALE ET ÉCOLOGIQUE

(zs) Une grande partie de la population sahéenne vit toujours dans des conditions précaires. Pour offrir au plus grand nombre un logement solide, confortable et abordable, deux maçons, l'un burkinabè, l'autre français, ont revisité une technique de construction ancestrale : la voûte nubienne. Ce concept n'utilise ni bois (devenu rare) ni tôle ondulée (importée et donc onéreuse). Les voûtes sont principalement construites en terre crue, matériau largement disponible et adapté aux conditions climatiques du Sahel. Une alternative durable et écologique face à la désertification de la région. L'association française La Voûte nubienne a déjà réalisé quelque 4000 chantiers en Afrique de l'Ouest : des maisons, mais également des écoles, des centres de santé et des bureaux - en ville comme en campagne. Séri Youlou et Thomas Granier ont formé plus d'un millier d'artisans à la méthode. Les clients peuvent, en outre, participer au chantier et bénéficier d'une maison jusqu'à 50 % moins chère. Le journal *Le Monde* a récemment décerné à l'organisation son Grand Prix de l'innovation urbaine « Le Monde Cities », dans la catégorie « Habitat ».

éducatives qui invitent les personnes touchées par la violence domestique à parler ouvertement de leurs difficultés.

UN REVENU DE BASE UNIVERSEL POUR LES PLUS PAUVRES

(cz) Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un revenu de base mondial pour les plus pauvres est possible. Quelque 2,7 milliards de personnes vivent en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté, d'après un récent rapport. Leur octroyer un revenu de base universel coûterait 199 milliards de dollars par mois. Face à la crise du Covid-19, il est « urgent » de réfléchir à des réponses à grande échelle, écrit le PNUD. Une telle solution est possible et ne représenterait qu'une fraction de ce que les États auront déboursé en 2020 pour lutter contre la crise. La mesure pourrait être financée par la suspension provisoire du service de la dette des pays les plus pauvres. Pour la seule année en cours, ces derniers doivent verser 3,1 mille milliards de dollars à titre de remboursement de la dette et d'intérêts. Un montant qui permettrait d'allouer un revenu de base mondial pendant près de seize mois.

COUP DE POUCE AUX FAMILLES

(zs) Les allocations universelles pour enfant à charge s'avèrent essentielles pour enrayer la pauvreté. Or, elles ne sont versées que dans un État sur dix à travers le monde, selon un rapport publié par l'Overseas Development Institute et l'Unicef. Si les pays à revenu intermédiaire y consacraient un pourcent de leur produit intérieur brut,

ACTIVITÉS LUDO-ÉDUCATIVES CONTRE LES VIOLENCES DOMESTIQUES

(sch) Quand les familles sont confinées dans un espace restreint, comme en temps de pandémie mondiale, la violence domestique tend à augmenter, observent les sociologues. Un risque que l'OMS signalait dès le mois de mars. En avril, l'ONU appelait tous les gouvernements à prendre des mesures pour protéger les femmes. Les chercheuses du groupe Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab ont publié des recommandations à ce sujet. Des études menées au Kenya montrent ainsi que les transferts d'argent aux femmes réduisent leur dépendance économique vis-à-vis des hommes, leur donnant les moyens de quitter leur partenaire en cas de maltraitance. Au Rwanda, les ateliers et les coachings s'avèrent efficaces pour mettre des mots sur le problème des rôles genrés et du pouvoir au sein des familles. Une autre piste prometteuse concerne les offres médiatiques et les activités ludo-



© Meredith Kehur/NYTimes/laif

COUP DE CRAYON de Agim Sulaj (Albanie)



la précarité diminuerait d'un cinquième dans l'ensemble de la population. De telles allocations ont des répercussions positives sur le bien-être général, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et la productivité ainsi que sur la capacité des enfants à contribuer à la société de demain. Elles n'ont jamais été aussi nécessaires qu'en cette période pandémique, pouvant empêcher les familles vulnérables de sombrer encore plus dans la pauvreté, souligne Henrietta Fore, directrice générale de l'Unicef. Transferts en espèces sans conditions ou crédits d'impôt sont recommandés.

REBOISER GRÂCE À LA RÉCOLTE DE SEMENCES

(cz) Dans le cadre du réseau de semences du Xingu, en Amazonie brésilienne, les groupes autochtones récoltent des graines d'arbres pour les vendre. Selon la loi, les zones forestières déboisées doivent être replantées ailleurs. Pour toute construction de routes, de barrages ou d'infrastructures, il faut ainsi des semences, dont la collecte et la vente génèrent des revenus pour la population autochtone. La forêt est également gagnante : depuis 2008, la récolte aurait ainsi rapporté 250 tonnes de semences dans le bassin du Xingu et de l'Araguaia, permettant de reboiser 6600 hectares. Le réseau de semences du Xingu stimule les

échanges et le partage de connaissances, favorisant une utilisation diversifiée de la forêt. « Grâce à notre réseau, de nombreuses personnes sont retournées dans leurs forêts, redécouvrant les multiples fruits, feuilles et racines que les gens mangeaient dès l'Antiquité », déclare la directrice Bruna Ferreira à l'agence Reuters. Le projet a reçu le Prix de la durabilité de la fondation anglaise Ashden.





DOSSIER CULTURE

- LA CULTURE, UN «SOFT POWER» SOUS-ESTIMÉ** PAGE 8
«SANS ART NI CULTURE, LE DÉVELOPPEMENT EST QUASI IMPENSABLE» PAGE 13
RACONTER LA VILLE AUTREMENT PAGE 15
HORS DE LA PROMOTION CULTURELLE ÉTABLIE PAGE 17
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19



Deux des trois membres du groupe de heavy metal féminin Voice of Baceprot de Jakarta, en Indonésie.

© Kemal Jufri/NYT/Redux/laif

LA CULTURE, UN « SOFT POWER » SOUS-ESTIMÉ

Partout dans le monde, la liberté de vivre sa culture et de s'exprimer sur le plan artistique est menacée. Elle favorise pourtant le changement social, la pluralité de la société et le développement durable. Son potentiel est énorme.

Texte : Samuel Schlaefli

Le 29 juin au soir, Hachalu Hundessa, chanteur et militant de 33 ans, est abattu de plusieurs balles dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba. Le lendemain, de jeunes hommes affluent par centaines dans la rue, armés pour beaucoup de bâtons. Rapidement, le mouvement gagne d'autres régions. Routes barrées, Internet temporairement bloqué, odeur de pneus brûlés alentour. Les altercations qui suivront feront des centaines de victimes.

Pour le groupe ethnique des Oromos, Hachalu Hundessa était une idole. Ses textes parlaient d'État oppresseur, d'absence de liberté. On voyait en lui une icône, la voix de la révolution d'une jeune génération d'Éthiopiens qui disent de plus en plus leur frustration, leur colère et leurs espoirs. Par sa musique, il touchait des milliers de personnes et catalysait un changement politique et social qui, avec l'accession au pouvoir d'Abiy Ahmed en 2018, n'avait jamais paru aussi proche.

Liberté artistique bafouée

«Le meurtre de Hachalu Hundessa a provoqué une crise politique, d'où l'écho médiatique important. Or, pas un jour ne s'écoule sans que des artistes ne soient pris à partie, arrêtés ou tués», constate Srirak Plipat, directeur de Freemuse. Basée au Danemark, cette organisation défend les droits des pro-

fessionnels de la culture dans le monde (voir encadré). Elle fonde ses activités sur les droits humains. L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) le stipule: «Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.»

La liberté artistique est également ancrée dans la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée par l'Unesco en 2005. Selon ce texte, les États ont le droit et le devoir de prendre des mesures destinées à protéger la diversité des expressions culturelles, en particulier lorsqu'elle est menacée. La Suisse a ratifié ce traité en 2008 et s'est engagée à publier tous les quatre ans un rapport faisant état des progrès effectués en la matière, sur son territoire et à l'étranger.

Toutefois, en dépit de cette convention internationale et d'un droit garanti par la DUDH, la liberté artistique est mal en point. Sur son site, Freemuse documente presque quotidiennement de nouvelles atteintes à l'article 27: le réalisateur égyptien Moataz Abdelwahab, emprisonné pour activités «terroristes»; un membre des Pussy Riot, Piotr Verzilov, condamné à quinze jours de détention administrative à Moscou pour le choix d'une langue «obscène»;

cinq mois de détention pour l'actrice iranienne Taraneh Alidousti, accusée de «propagande contre le gouvernement». Ce ne sont que quelques exemples des cas recensés au mois de juillet. «Ce qui est choquant, c'est que, la plupart du temps, la liberté artistique est bafouée par les États», souligne Srirak Plipat. En

LIBERTÉ ARTISTIQUE: ÉTAT DES LIEUX

L'ONG Freemuse publie, chaque année, un rapport intitulé *State of Artistic Freedom*. En 2019, elle a documenté plus de 700 violations du droit à la liberté artistique dans 93 pays. Le phénomène le plus souvent pointé du doigt est la censure de contenus artistiques pour des motifs politiques, opérée par les gouvernements et des groupements politiques et religieux. Sont notamment visées des artistes femmes qui luttent pour les droits des migrants, des femmes et des LGBTI. Freemuse a identifié treize États dont l'évolution est particulièrement préoccupante: le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Indonésie, l'Inde, l'Iran, le Liban, le Nigeria, la Russie, la Turquie, le Zimbabwe, les États-Unis et la France. En France, pays de la culture par excellence, la polarisation politique et la restriction des libertés due à la lutte contre le terrorisme ont renforcé la censure et restreint la liberté d'expression artistique.

Afrique, en Russie ou au Moyen-Orient, mais de plus en plus souvent aussi en Europe. Récemment, Srirak Plipat a rencontré des artistes en Pologne et en Hongrie. Là-bas, désormais, le gouvernement n'encourage qu'un art nationaliste susceptible de servir ses desseins. Les professionnels de la culture commencent à se censurer eux-mêmes pour s'assurer des subventions. «Et pourtant, c'est précisément à eux que revient d'aborder les sujets épineux et de poser un regard critique sur les transformations politiques et sociales.»

Parler de ce qui touche les gens

Questionner la politique et les normes en vigueur dans son pays, Honey Al-Sayed l'a fait et a dû fuir. Présentatrice radio connue à l'échelle nationale, elle a quitté la Syrie en 2012, au moment où les répressions envers journalistes et artistes commençaient à mettre leur vie en danger. Honey Al-Sayed grandit au Koweït et en Égypte. Elle étudie les sciences des médias dans un Liban meurtri par la guerre civile. En 2001, elle s'installe en Syrie, le pays de ses parents, et débute à la radio avec «Good morning Syria». L'émission, trois heures en direct, atteint bientôt près de sept millions d'auditeurs par semaine. Elle y aborde tous les sujets tabous dans l'espace public: les traumatismes, les violences sexuelles, les droits des femmes et l'héritage culturel, à des années-lumière de tout traditionalisme mal compris, de tout fanatisme religieux.

Après avoir fui la Syrie pour les États-Unis, il lui faut se réinventer. Elle tire son espoir d'un engagement infatigable pour la diversité culturelle et la liberté des médias. Avec trois réfugiés syriens,



Un artiste avec ses peintures du style Tingatinga à Zanzibar, en Tanzanie

© Yadiid Levy/robertharding/laif



Spectacle de danse pour exorciser l'horreur des mariages forcés, sous le régime des Khmers rouges au Cambodge (à gauche). Exposition d'art à la Fabrica de Arte Cubano à La Havane, à Cuba (ci-dessous).

© Nobuyuki Arai
© Paul Hennessy/Polaris/laif

L'ENGAGEMENT CULTUREL DE LA DDC EN SUISSE

Outre son engagement culturel à l'étranger, la DDC offre à des artistes professionnels d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est un accès au public, au marché de la culture et aux réseaux professionnels suisses. Pour ce faire, elle a développé des partenariats durables avec des organisations spécialisées du secteur culturel suisse. Parmi elles, la fondation trigon-film sélectionne depuis 1988 des films d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est pour les diffuser dans des salles suisses. Pour rendre les films accessibles à plus long terme, elle a également lancé une collection de DVD ainsi qu'une plateforme de streaming (flamingo.ch). Le fonds Visions Sud Est soutient, quant à lui, des productions en provenance du Sud et de l'Est. Outre l'appui financier apporté, il leur garantit une meilleure visibilité et permet leur location en Suisse. Par ailleurs, les institutions culturelles peuvent soumettre en Suisse des demandes au Fonds culturel Sud pour obtenir des garanties de déficit et des contributions à projet en vue de productions et de manifestations impliquant des artistes africains, asiatiques, sud-américains et d'Europe de l'Est.



elle fonde Souriali, radio en arabe accessible via Internet. Gérée aujourd'hui par 27 Syriens en exil dans dix-sept pays, la station est suivie par un demi-million d'auditeurs environ. «Souriali conjugue éducation et divertissement en vue d'un changement social», explique Honey Al-Sayed. Elle cite l'exemple d'une émission culinaire, porteuse d'une autre histoire de la Syrie et de sa société, loin de la propagande du régime et de l'image victimisante véhiculée par les médias occidentaux.

Selon la journaliste, médias, culture et art sont intimement liés. «La culture touche les gens et les médias renforcent ce phénomène», observe-t-elle. La narration est la forme originelle de toute expression culturelle. «C'est plus fort que nous: des premières peintures ru-

pestres aux médias sociaux, nous devons nous raconter des histoires.» La littérature, le théâtre, la musique permettent de donner un sens à ce que nous vivons. «Dans un Liban ébranlé par la guerre civile, c'est le théâtre qui faisait vivre mon espoir, confie Honey Al-Sayed. En temps de guerre, de crise, nous avons besoin de la culture, plus que jamais.»

L'empathie à travers l'art

Forte de sa propre expérience et de l'appui du Centre de politique de sécurité (GCSP) à Genève, Honey Al-Sayed fonde Media and Arts for Peace (MAP) en 2018. L'organisation apporte son soutien aux professionnels de la culture évoluant dans des contextes difficiles, en particu-

lier dans le monde arabe. Elle dispense aussi des formations et montre, lors d'interventions, comment culture et médias peuvent contribuer à la paix et au changement social. MAP fait ici appel aux performances artistiques elles-mêmes pour favoriser proximité et empathie. «L'art sait humaniser le regard que nous portons sur les autres.»

Honey Al-Sayed cite un exemple récent, tiré de son travail. Parmi les sujets à aborder lors d'une retraite de chefs d'entreprises: la migration. MAP a prévu une performance d'une demi-heure. Une chanteuse d'opéra, un joueur d'oud et un peintre, tous trois Syriens réfugiés aux États-Unis, présentent leur pays à travers leur regard d'artiste. «Dans l'auditoire, certains avaient les larmes aux yeux, se souvient la journaliste. La discussion qui a suivi avait quelque chose d'intime. Il a été question d'oud, de musique et de peinture syriennes, et pas d'exil ou de ce qu'être réfugié signifie.» Honey Al-Sayed en est convaincue: aucune table ronde ou présentation PowerPoint, aucun atelier ne saurait permettre une approche aussi humaine du sujet.

Profondément ancrés dans le quotidien

Nici Dahrendorf relate des expériences semblables: «La danse et la musique ont souvent bien plus de pouvoir que les mots, affirme la célèbre experte en droits humains. En particulier dans des situations marquées par des traumatismes, la plupart du temps difficiles à verbaliser.» Alors directrice d'un programme des Nations Unies destiné à protéger les femmes de viols par les soldats en République démocratique du Congo, elle collabore étroitement avec des troupes de théâtre et des musiciens congolais. La musique, la danse et le théâtre, profondément ancrés dans le quotidien des Congolais, sont des instruments précieux pour transmettre des messages à la population. «Les artistes comprennent leur public. Ils connaissent les tabous, les codes de la





Fresque murale au Musée à ciel ouvert de San Miguel, à Santiago du Chili.

© Jose Giribas/SZ Photo/laif

société et peuvent adapter le message à un contexte spécifique.»

Au cours du projet, les artistes ont elles-mêmes repoussé les limites du représentable en jouant un viol sur scène pour rendre palpables la douleur et la tristesse incommensurables qui en découlent. Ce n'est toutefois pas sans danger. Les organisations actives dans l'aide au développement pourraient être tentées d'instrumentaliser les artistes

pour servir leurs propres intérêts, souligne Nici Dahrendorf, en particulier dans des situations où ces artistes n'ont que peu de possibilités de repli. Les professionnels de la culture ont besoin d'un espace pour travailler librement. Cet espace ne doit pas être rogné par les impératifs des donateurs. Ce qui compte, c'est d'être à l'écoute des partenaires et de garder cette question à l'esprit: «Notre message est-il bien aussi le leur?»

Précieux pour les réfugiés: la danse et le chant

Srirak Plipat, de l'ONG Freemuse, plaide pour une approche globale et plus de courage dans la coopération au développement. Les échanges culturels Nord-Sud, les ateliers, les débats et le soutien de certains artistes ou projets culturels sont importants, mais loin d'être suffisants. «Il faut créer un cadre politique et économique dans lequel les professionnels de la culture se sentent en sécurité et peuvent s'épanouir librement.» Srirak Plipat attend de pays donateurs tels que la Suisse qu'ils s'engagent davantage, aussi sur le plan politique, en faveur du droit de chacun à la liberté culturelle et à l'épanouissement artistique. Il cite la Norvège, la Suède et la Finlande comme pionnières et appelle également de ses vœux la constitution de réseaux solides au niveau mondial, grâce auxquels un vaste

partage d'expériences pourrait se faire, au-delà des secteurs et des frontières. Pour que les professionnels de la culture défendent eux-mêmes leurs droits au moyen de lobbys et fassent pression en politique, ils doivent être formés. Un investissement judicieux, selon Srirak Plipat: pour instaurer une culture du dialogue dans un esprit de liberté et de pacifisme, les artistes sont experts. «Et ce dialogue se trouve au début de tout développement.»

La convention adoptée par l'Unesco en 2005 prévoit que la culture soit intégrée dans les stratégies de développement et qu'un soutien à sa promotion soit apporté aux pays en développement. Si, en tant que tels, l'art et la culture ne font pas partie des 17 Objectifs de développement durable définis par l'ONU dans son Agenda 2030, ils sont évoqués comme moteurs pour nombre d'entre eux. Pourtant, la promotion de la culture reste le parent pauvre de la coopération au développement. «Notre travail est souvent marginalisé», déplore Honey Al-Sayed. Face à des thèmes comme l'aide humanitaire, la promotion de la paix et la santé, le soutien à l'art et à la culture apparaît comme secondaire. «La plupart des gouvernements n'ont malheureusement pas encore compris que ceux qui ont fui la guerre n'ont pas seulement besoin de couvertures et d'eau courante pour survivre, mais aussi de possibilités de danser, de chanter.» ■

UN TRAVAIL DE FOND

La DDC a publié au mois d'août un rapport contenant plusieurs études consacrées à la culture et au développement. Y est analysé le lien entre engagement culturel et coopération au développement classique. Partant d'une réflexion théorique sur le sujet et d'exemples concrets tirés de différentes régions, le document met en évidence l'impact et le potentiel de la création dans le domaine culturel en matière de changement social.

Les Reflection Papers on Culture and Development sont disponibles gratuitement, dans plusieurs langues, à l'adresse suivante: https://www.eda.admin.ch/dam/deza/fr/documents/publikationen/Diverses/Reflection_Paper_200818_web_FR.pdf

« SANS ART NI CULTURE, LE DÉVELOPPEMENT EST QUASI IMPENSABLE »

Karima Bennoune est rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels. Dans cet entretien, elle s'exprime sur l'importance de la culture et de l'art pour la coopération au développement et la lutte contre l'extrémisme.

Entretien : Christian Zeier

Soyons provocateurs : pour une société, l'art et la culture ne sont-ils pas un luxe ?
Absolument pas. La culture et l'art présentent une grande valeur intrinsèque. Tous deux touchent à l'essence de ce qui nous caractérise en tant qu'êtres humains : l'image que nous avons de nous-mêmes et notre compréhension du monde. Ils ont aussi une valeur instrumentale : ils peuvent aider à renforcer d'autres droits humains tels que le droit à l'éducation ou le droit à la liberté d'expression.

Les droits culturels sont-ils dès lors appréciés à leur juste valeur ?

Malheureusement non. Bien trop souvent, on les traite comme des droits secondaires ou subsidiaires alors qu'ils

sont mentionnés au même titre que les autres dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Partout dans le monde, le financement du secteur de la culture est insuffisant et les défenseurs

KARIMA BENNOUNE a été nommée rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels en 2015. Elle a grandi en Algérie et aux États-Unis et est, entre autres, professeure de droit à l'Université de Californie (Davis School of Law). Depuis plus de vingt ans, Karima Bennoune sillonne le globe pour des missions sur le terrain en tant que chercheuse en droits humains et observatrice dans le cadre d'élections. En 2014, elle a reçu le prix Dayton de littérature pour la paix qui récompense son livre *Your Fatwa Does Not Apply Here* (*Votre fatwa ne s'applique pas ici*). Basé sur quelque 300 entretiens avec des ressortissants de 30 pays, l'ouvrage retrace le parcours de personnes d'origine musulmane qui s'opposent à l'extrémisme.



des droits culturels souvent trop peu visibles. C'est pourquoi il est si important que l'objectif fixé par l'Unesco, 1% des dépenses pour la culture, soit atteint.

Pourquoi ce traitement inégal ?

Il faut sans doute revenir ici à votre première question: l'art et la culture sont perçus comme moins fondamentaux que d'autres droits. Pourtant, j'ai déjà parlé avec des personnes en situation de fragilité extrême, pour lesquelles l'art et la culture étaient source de vie, de capacité à résister.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Avant de devenir rapporteuse spéciale, j'ai eu l'occasion d'interviewer un dramaturge somalien, qui dirigeait aussi un orchestre. Il m'a raconté sa fuite, dans les années 1990, et le camp de réfugiés au Kenya où il a continué à faire vivre art et culture. C'était ce qui le liait à son pays et incarnait pour lui la possibilité d'un avenir meilleur. Ses pièces radiophoniques lui ont valu des menaces de mort, mais il a tenu bon: l'art n'était pas une simple option pour lui. Il lui redonnait espoir. À ce titre, il était presque aussi important que la nourriture distribuée.

Quel rôle jouent les droits culturels dans la coopération au développement ?

À mon sens, un développement durable doit être global. La culture étant indissociable de notre expérience d'être humain, un concept de développement qui ferait abstraction d'art et de la culture me paraît quasi impensable. Pourquoi une personne confrontée à des défis existentiels tels que la faim et le chômage n'aurait-elle pas droit à l'art et à la culture, comme tous les autres êtres humains ?

Peut-on réellement définir l'art et la culture de manière claire ?

Nous avons choisi une définition globale. Elle intègre ce qu'on aurait appelé autrefois culture d'élite et culture po-

pulaire, mais aussi tout un éventail de pratiques culturelles et artistiques, de langues, de visions du monde, de traditions et d'héritages culturels. Face à cette diversité, il fallait bien sûr définir des priorités stratégiques: la discrimination ou l'égalité d'accès à la vie culturelle, par exemple.

**« L'ART N'ÉTAIT PAS UNE
SIMPLE OPTION POUR LUI.
IL LUI REDONNAIT ESPOIR. À
CE TITRE, IL ÉTAIT PRESQUE
AUSSI IMPORTANT QUE LA
NOURRITURE DISTRIBUÉE. »**

Quels sont, selon vous, les plus grands défis dans le domaine des droits culturels ?

Je pourrais en citer mille, mais la plus lourde menace, à proprement parler, c'est le changement climatique. Prenez les atolls des Tuvalu, dans l'océan Pacifique. Il y a là-bas une bibliothèque juste sur la rive, qui contient des documents d'une importance capitale pour la culture et l'histoire du pays. Le bibliothécaire en chef réfléchit désespérément au moyen de réagir à la montée des eaux. Pour moi, c'est clair: nous devons à tout prix analyser les conséquences négatives du réchauffement planétaire sur la culture et les droits culturels. Et nous devons nous demander comment culture et savoirs traditionnels peuvent nous aider à faire face au changement climatique, dans le respect des droits humains.

Jusqu'à présent, le fait d'être rapporteuse spéciale vous rend-il optimiste ou plutôt pessimiste ?

Il y a toutes sortes de raisons d'être pessimiste. Pensez à tous ces défenseurs des droits culturels en prison, à tous ces artistes en danger, forcés à fuir ou tués. Mais il y a aussi de nombreux points encourageants. Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a relevé l'an dernier que de plus en plus de

personnes dans le monde défendaient les droits culturels et reconnaissaient leur importance pour le maintien de notre diversité. J'étais ravie. C'était comme si les droits culturels étaient enfin reconnus à leur juste valeur.

À titre personnel, vous avez écrit *Your Fatwa Does Not Apply Here (Votre fatwa ne s'applique pas ici)*, un livre sur l'extrémisme et le fondamentalisme. La culture peut-elle aussi faire partie de la lutte contre l'extrémisme ?

Absolument. J'étais surprise de constater à quel point ceux qui œuvrent contre l'extrémisme étaient actifs dans le secteur culturel. L'art et la culture sont un moyen fabuleux de contrer les récits extrémistes et fondamentalistes. Ils offrent toute une variété de formes d'expression, d'alternatives pour les jeunes, un espace pour exprimer des doléances de manière positive. L'exact opposé des visions fondamentalistes et extrémistes. On entend souvent: « Ah, nous ne pouvons pas financer l'art et la culture; nous devons d'abord lutter contre l'extrémisme. » Pour moi, ces deux aspects sont indissociables. ■

QU'APPELLE-T-ON DROITS CULTURELS ?

Selon l'ONU, les droits culturels protègent « les droits de chacun, individuellement et collectivement, ainsi que les droits de groupes de personnes, de développer et d'exprimer leur humanité, leur vision du monde et la signification qu'ils donnent à leur existence et à leur épanouissement par l'intermédiaire, entre autres, de valeurs, de croyances, de convictions, de langues, de connaissances, de l'expression artistique, des institutions et des modes de vie ». En outre, les droits culturels protègent « l'accès aux ressources et aux patrimoines culturels qui rendent possibles ces processus d'identification et de développement ». www.ohchr.org (Droits culturels)

RACONTER LA VILLE AUTREMENT

Depuis vingt ans, Meskerem Assegued rêve d'un lieu qui redonnerait vie aux traditions architecturales éthiopiennes et proposerait un autre rapport à la nature et à la culture. Avec l'inauguration du musée Zoma, son rêve est devenu réalité : un îlot de culture au cœur de la mer de béton d'Addis-Abeba.



Des artistes sculptent la façade extérieure d'une salle d'exposition du musée Zoma.

© Samuel Schläefli

(sch) Février 2019, Addis-Abeba. La capitale éthiopienne n'est qu'un vaste chantier. Sièges de banques et d'assurances, des immeubles s'élançant vers le ciel. On aplanit des espaces pour accueillir des centres commerciaux et des hôtels de luxe. Des stades, des rues poussent comme des champignons. Les bâtiments témoignent de l'essor économique que connaît la capitale, de sa modernisation et des milliards que repré-

sentent les prêts accordés par la Chine. Dans le même temps, la ville leur sacrifie ses derniers coins de verdure, ses espaces publics, son oxygène et son âme.

« Une transition »

Niché dans un quartier résidentiel paisible en marge du centre-ville, le musée Zoma est comme un îlot au milieu d'une mer de béton gourmande. Derrière un rideau d'eucalyptus élancés et de bambous, un immense jardin a été aménagé. Des plates-bandes de papayers, de grenadiers, de romarin et de gingembre se succèdent en pente douce jusqu'au fleuve. Des oiseaux chantent dans la couronne des arbres, l'eau murmure en ruisseaux étroits et les ouvriers fuient le

soleil implacable sous de grands plants de bananiers.

« Comment te sens-tu ici ? », me demande Meskerem Assegued. Nous avons pris rendez-vous pour une visite du site un jeudi après-midi ensoleillé, un mois et demi avant l'inauguration officielle du musée en mars 2019. « Si nous parvenons à faire réfléchir ne serait-ce qu'une personne grâce à ce beau cadre de verdure qui invite à s'attarder, alors notre but est atteint, commente l'initiatrice du musée. Voilà ce que j'appelle une transition ! » Avec ce complexe, elle n'a pas seulement créé un musée d'art : elle raconte une autre histoire, celle de la façon dont Addis-Abeba et les villes de notre planète entière pourraient se développer.

Zoma est aussi l'incarnation d'un rêve vieux de plus de vingt ans. Après des études aux États-Unis, Meskerem Assegued, spécialiste en anthropologie culturelle, sillonne son pays à la fin des années 1990 et découvre ici et là d'anciennes bâtisses construites uniquement avec des pierres, du bois et de la paille. Difficile à croire: ces édifices avaient résisté durant des décennies, des siècles même. Elle se met à photographier des charpentes, des parois de pierre sèche, des toits d'herbe habilement tressée et les nœuds permettant d'assembler des poutres maîtresses. Peu à peu, elle constitue ainsi des archives de l'architecture traditionnelle éthiopienne. «Je voulais préserver ce savoir pour le 21^e siècle, le rendre attrayant et exploitable pour la nouvelle génération, explique-t-elle. Un musée, et donc un lieu de culture et de créativité visité par des personnes du monde entier, me semblait être l'endroit idéal pour cela.»

Le site entier, ou presque, a été construit à l'aide de matériaux naturels. Les salles d'exposition sont faites d'une structure de bois, avec des parois d'argile préalablement mêlée à de la paille et soumise à fermentation. Pendant notre visite, Elias Sime, l'un des artistes contemporains éthiopiens les plus connus, apporte avec l'aide d'ouvriers une der-

nière touche aux reliefs – ornements abstraits et chenilles géantes – de la façade couleur de terre. Elias Sime est associé depuis longtemps au projet de Meskerem Assegued. Ensemble, avec les économies rassemblées pendant des années, ils ont acquis le terrain: une ancienne décharge sauvage.

Mandat de la part du Premier ministre

Quatre ans après le lancement des travaux, la décharge est devenue un havre de durabilité et de culture. L'accent est mis sur des expositions temporaires d'artistes locaux et internationaux ainsi que sur des ateliers, au cours desquels architectes et ouvriers apprennent les techniques de construction utilisées sur le site.

Une école maternelle de quartier fait aussi partie du projet. Jardinage, musique et dessin forment la base du programme. Chacun apprend, en outre, la langue des signes. «C'est le meilleur moyen d'encourager l'empathie vis-à-vis des plus faibles, souligne Meskerem Assegued. D'ailleurs, les enfants adorent parler avec les mains.» La nourriture pour les enfants et le personnel provient du jardin. Six vaches donnent le lait nécessaire pour les laitages et les

déchets organiques sont recyclés sous forme de biogaz.

Depuis l'inauguration du musée en mars 2019, les événements se sont précipités pour Meskerem Assegued et Elias Sime. En juin, le Premier ministre éthiopien et prix Nobel de la paix Abiy Ahmed est venu visiter le site. Ce que ce réformateur y a vu lui a tellement plu qu'il les a chargés de planifier un secteur de l'Unity Park, aménagé autour de l'ancien palais du roi Ménélik II rénové. Une autre demande leur est parvenue peu après, des initiateurs du Entoto Park: un projet financé par des fonds privés sur les collines au-delà d'Addis-Abeba, avec chemins de randonnée, offres gastronomiques et activités sportives.

Bientôt, lors de leur visite dans ces deux parcs, des milliers d'Éthiopiens redécouvriront la richesse des traditions architecturales de leur pays. Il y a fort à parier que certains porteront un autre regard sur cette mer de béton et ses nouveaux sièges commerciaux. ■

C'était autrefois une décharge sauvage. Aujourd'hui, le site est un havre de culture et de durabilité au centre d'Addis-Abeba.

© Samuel Schlaefli





HORS DE LA PROMOTION CULTURELLE ÉTABLIE

En Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Égypte, les professionnels de la culture doivent composer avec l'absence de ressources, des normes étreiguées et la répression étatique. La DDC apporte son appui à des collectifs d'artistes, à des projets alternatifs et à des réseaux régionaux en Afrique du Nord.

(sch) Timimoun est une petite ville, située à deux heures et demie de vol au sud de la capitale algérienne Alger. Au cœur de l'immensité du Sahara, un centre cinématographique indépendant forme chaque année une dizaine de réalisateurs, des jeunes femmes pour

la plupart. Le collectif Cinéma et Mémoire a été fondé il y a seize ans par la célèbre documentariste algérienne Habiba Djahnine. Cette école de cinéma est aussi un lieu où les professionnels de la culture peuvent échanger librement.

Regard critique

Habiba Djahnine accompagne les jeunes cinéastes tout au long du processus de production d'un film: écriture du scénario, production, réalisation, caméra et distribution. Son principal objectif: doter ses élèves des outils nécessaires pour construire leurs propres récits sur

leurs lieux d'origine et poser un regard critique sur l'identité de ces lieux, leur histoire.

Cinéma et Mémoire est l'un des 40 projets bénéficiant actuellement d'un soutien de la DDC via le programme culture Afrique du Nord (PCAN) (voir encadré). «Ces organisations-là sont des oasis de possibles», commente Heba Hage-Felder. Responsable de programme auprès du Fonds Arabe pour les arts et la culture (AFAC), une fondation indépendante basée à Beyrouth, elle y pilote le PCAN pour la DDC. «Ces dernières années, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Égypte, la marge de

Des employés de la station de radio libyenne Hun FM, dont le programme culturel est soutenu par la DDC.

© Libya Culture Media Organization

manœuvre des artistes a cruellement rétréci», constate-t-elle.

Pour les projets, les collectifs et les espaces culturels, trouver des ressources pour survivre est un combat permanent. «Par ailleurs, en de nombreux endroits, les artistes sont persécutés, soumis à la censure.» Même en Tunisie et au Maroc, où les professionnels de la culture jouissent d'une certaine liberté, la situation est très difficile pour les indépendants. «Les maigres fonds publics alloués à la promotion de la culture tombent dans l'escarcelle des institutions établies. Les projets alternatifs, expérimentaux ou politiques rentrent bredouilles.» En soutenant des initiatives telles que Cinéma et Mémoire, la DDC veille à ce que soient préservés des espaces de créativité, de franc débat sur la société et de liberté d'expression, en dépit d'un contexte économique et social peu propice.

De grandes idées et du mordant

Pour l'heure, la situation est particulièrement précaire en Libye, rongée par une guerre civile meurtrière depuis 2014. Alors que la plupart des Libyens vivent angoisse et privations au quotidien, la soif de culture est grande, observe Heba Hage-Felder: «L'art n'est pas un luxe. Il donne du sens là où règne le chaos et aide à gérer les situations de crise.» Actuellement, le PCAN soutient le centre culturel Bayt Ali Gana, fondé en 2014 dans la banlieue de Tripoli par la fille d'Ali Gana, peintre libyen réputé. À l'origine, il a pour unique but de protéger l'œuvre de l'artiste. Il devient rapidement une institution comme on n'en trouve presque plus aujourd'hui dans une Libye éclatée: un espace bien situé et intégratif, destiné à accueillir des projets artistiques, des expositions, des ateliers et des débats. Ouvert à tous, il offre un cadre au dialogue entre différents groupes.

Alors que le centre n'est ni terminé ni officiellement inauguré, de nombreux jeunes Libyens ont entendu parler de sa

fondatrice Hadia Gana et de son engagement, via la télévision, la radio et les réseaux sociaux. L'appui suisse accordé à Bayt Ali Gana devrait permettre de renforcer ses structures et d'assurer son fonctionnement à long terme. «Souvent, les projets les plus convaincants émanent de particuliers, souligne Heba Hage-Felder. Derrière, il y a des gens avec de grandes idées et assez d'expérience et de mordant pour les faire évoluer.»

Taux d'audience stimulés par la pandémie

Aujourd'hui, la pandémie de coronavirus confronte les artistes nord-africains à de sérieux défis. Leur situation déjà précaire n'a fait que se fragiliser suite au chômage accru et à l'absence de possibilités de se produire en public. Pour l'heure, Heba Hage-Felder et ses collègues de l'AFAC ne peuvent maintenir le contact avec les organisations partenaires que par visioconférence. Elles essaient néanmoins d'aider au mieux. «Les professionnels de la culture reçoivent les contributions du PCAN avec gratitude», note Heba Hage-Felder. Ils ont mis à profit la période de confinement pour repenser les processus et consolider les structures de leurs organisations, «sans vivre dans la crainte que les réserves ne se tarissent du jour au lendemain».

Elle évoque un entretien téléphonique avec les initiateurs de Libya Culture Media Organisation, qui forme des jeunes dans le domaine des médias et de la culture et organise des concerts et des festivals. Depuis 2014, l'organisation gère aussi, à Hun, la station de radio Hun FM avec une programmation consacrée à la poésie, au travail social ainsi qu'aux questions de santé et d'éducation. «Les initiateurs m'ont expliqué que, malgré ses effets désastreux, la pandémie avait aussi été pour eux une bénédiction, rapporte Heba Hage-Felder. Depuis que les gens sont essentiellement chez eux, les taux d'audience ont grimpé en flèche.» ■

PROGRAMME CULTURE AFRIQUE DU NORD

Le programme culture Afrique du Nord de la DDC encourage de manière ciblée la production culturelle dans cette région. Et ce, dans un esprit interdisciplinaire et international. Pour assurer la meilleure adéquation possible entre le programme et les besoins locaux, différents professionnels de la culture, chercheurs et critiques d'art ont été consultés en 2018 en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Égypte. Un appel à candidature a ensuite été lancé pour des subventions issues de deux fonds distincts: 2,5 millions de francs pour le soutien d'organisations, de collectifs ou de projets culturels et 2,6 millions pour des projets transfrontaliers impliquant au moins deux partenaires de pays différents. Cinq jurys nationaux, constitués de professionnels, ont sélectionné, parmi les 165 candidatures, 28 projets pour le fonds national et douze pour le fonds régional. Le soutien sur trois ans atteint, par organisation, entre 75 000 et 200 000 francs pour les projets nationaux et entre 150 000 et 300 000 francs pour les projets régionaux.

FAITS ET CHIFFRES

La valeur de la culture

En 2014, le commerce mondial de biens culturels concernait des pays en développement (Chine et Inde comprises) à hauteur de **45 %**. En 2005, cette part n'était que de **25 %**.

La valeur des exportations de biens culturels dans le monde s'élevait en 2014 à quelque **253 milliards de dollars**, dont **26,5 %** étaient liés à des pays en développement (Chine et Inde exclues).

En 2015, **0,22 %** de l'aide publique au développement a été alloué à la culture, soit **45 %** de moins qu'en 2005.

Selon l'Unesco, le secteur de la culture connaît une croissance fulgurante et contribue pour **6,1 %** à l'économie mondiale.

Il génère des revenus annuels s'élevant à **2250 milliards de dollars** et emploie près de **30 millions** de personnes, essentiellement dans la tranche d'âge des **15-29 ans**.

Culture muselée

En 2019, l'ONG Freemuse a recensé :



711 cas, dans **93** États, où le droit à la liberté artistique a été bafoué.



847 œuvres d'art censurées.



9 artistes assassinés, dans **8** États : **2** en Ouganda et **1** dans chacun de ces pays : Chili, Colombie, Salvador, Irak, Mali, Russie et États-Unis.



dans **16** pays, **71** artistes emprisonnés en raison de leur travail.



quelque **32 %** des violations de la liberté artistique avaient des musiciens pour cible, **26 %** des artistes visuels.

Sources/Liens

www.freemuse.org

Le rapport 2020 de Freemuse sur l'état de la liberté artistique peut être téléchargé gratuitement. (Recherche: State of Artistic Freedom 2020)

<https://fr.unesco.org>

La Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles fait partie des textes clés sur la protection de la liberté artistique. (Recherche: Convention)

<https://fr.unesco.org>

Le Rapport mondial 2018 relatif à la Convention de l'Unesco contient des données chiffrées sur la création culturelle. (Recherche: Rapport mondial 2018)

www.art-at-risk.ch

Ce site rassemble de nombreuses informations sur l'art en situation de crise, sur la base d'une conférence organisée à Zurich en février 2020. On y trouve des informations sur des acteurs importants ainsi que des enregistrements vidéo de tables rondes.



UN DÉVELOPPEMENT CONTRASTÉ

La Tanzanie a combattu la corruption ces dernières années, mais elle a détruit la liberté d'expression. Les changements intervenus au sein de la société affectent les femmes en particulier, avec un quotidien plus difficile et des revenus plus modestes.

Texte : Bettina Rühl

Sur la plage de Dar es Salaam, capitale économique de la Tanzanie, les gens travaillent dur. Les pêcheurs tirent de longues barques en bois sur le sable pour décharger leurs prises. Les marchandes vérifient la qualité du poisson et négocient les prix. Mohamed Suleimany vit du commerce du poisson. Il se souvient encore du 9 décembre 2015, lorsque John Magufuli est venu visiter les lieux. Le leader aujourd'hui âgé de 61 ans avait prêté serment en tant que président de la Tanzanie un mois auparavant, annonçant que la Fête de l'indépendance serait remplacée par une opération de nettoyage. « Mais nous n'imaginions pas que le président viendrait lui-même sur la plage pour y prendre part ! »

En venant à la rencontre des pêcheurs vers dix heures du matin, le président portait une chemise bariolée et un pantalon marron, un chapeau de feutre et des gants en plastique. « Il a ramassé les ordures sur la plage et les a jetées dans des poubelles. Il a balayé le sable, comme nous autres », déclare Mohamed Suleimany. Les pêcheurs, les marchandes, tout le monde était stupéfait. « Par le passé, les présidents apparaissaient parfois en public, mais aucun ne s'est autant rapproché du peuple. »

John Magufuli est membre de longue date du parti gouvernemental Chama cha Mapinduzi, dont le nom signifie « Parti de la révolution ». En participant

aux nettoyages avec la population, ce fervent catholique incarnait son intention de faire le ménage également en politique: son mandat est centré sur la lutte contre la corruption, le népotisme et les détournements de fonds, phénomènes très répandus jusqu'alors.

Liberté d'expression perdue

Aux yeux de la population, la corruption a effectivement diminué depuis lors. Dans le classement de l'ONG Transparency International, la Tanzanie a progressé de trois rangs l'an dernier, se classant actuellement 96^e sur 180 États. Le pays fait donc beaucoup mieux qu'en 2014, l'année précédant l'accession au pouvoir de John Magufuli (119^e rang).

Toutefois, l'approche énergique du président est aujourd'hui controversée. Selon l'organisation tanzanienne Centre for Justice and Human Rights, John Magufuli prétexte en partie la lutte contre la corruption pour se débarrasser des personnes encombrantes. Il est vrai que les économies et les recettes liées à son approche plus stricte en matière de fiscalité et de droits de douane ont dégagé des moyens pour d'autres secteurs, notamment la santé. Et la scolarité est désormais gratuite jusqu'à l'école secondaire. D'autres domaines ont également vu des décisions résolues, qui ont été saluées par la population.

SUCCÈS CONTRE LE BRACONNAGE DES ÉLÉPHANTS

La Tanzanie compte 22 parcs nationaux reconnus, dont le célèbre Serengeti et le cratère du Ngorongoro. Elle a longtemps été considérée comme un point chaud du braconnage, notamment en raison de la corruption qui gangrène le pays. Un rapport du Parlement constatait en 2012 que les braconniers tuaient au moins trente éléphants par jour, soit entre 10 000 et 20 000 par année. En juillet dernier, Robert Mande, directeur adjoint du service national de lutte contre le braconnage, assurait que cette activité illégale avait reculé d'environ 80 % depuis 2015. Un succès principalement dû à une application plus stricte de la loi.

Deux tiers de la population tanzanienne ont moins de 25 ans. Comme ces lycéens de Mbeya, de nombreux jeunes sont bien éduqués, mais leurs chances de trouver un emploi après les études sont faibles.

© Pep Bonet/laif



Mais l'enthousiasme initial s'est rapidement dissipé. Le gouvernement commence à prendre des mesures musclées contre l'opposition politique, les opinions critiques et la presse. Il édicte des restrictions pour les médias et suspend temporairement la parution de divers journaux. «Au début, Magufuli semblait être le symbole d'un nouveau départ», confie la directrice de Kwanza TV, Maria Sarungi Tsehai, au *New York Times*. Sa chaîne a été interdite pendant onze mois, après avoir relayé une mise en garde de l'ambassade américaine en Tanzanie concernant une flambée des cas de Covid-19 dans le pays.

La perte de la liberté d'expression sous Magufuli étouffe toute critique envers le gouvernement, y compris en temps de pandémie. John Magufuli affirme, en effet, que le virus serait vaincu en Tanzanie. Selon lui, la puissance de la prière aurait contribué à assainir le pays. Les élections ont eu lieu en octobre (après la mise sous presse de cet article). Quelle que soit leur issue, il est peu probable

que la situation s'améliore dans un futur proche. Sous Magufuli, la religion et les idées catholiques conservatrices ont gagné du terrain sur les plans politique et social. En 2018, il se prononçait contre la contraception: d'après lui, les personnes qui utilisent un moyen contraceptif seraient simplement trop paresseuses «pour travailler dur et nourrir une grande famille», relate le journal tanzanien *The Citizen*.

Violence à l'égard des femmes

En Tanzanie, les femmes ont en moyenne cinq enfants. Le taux de natalité compte parmi les plus élevés du monde. En 2019, John Magufuli a renforcé l'interdiction de scolarisation des adolescentes enceintes, comme il le préconisait déjà en tant que Premier ministre. Les mères mineures ne sont plus autorisées à retourner à l'école après leur accouchement. Selon les chiffres officiels, près d'un tiers des jeunes filles ont eu une grossesse en 2016. En cause:

De nombreux Tanzaniens gagnent un maigre revenu en vendant des cartes téléphoniques, des fruits, de la limonade ou des plats simples, comme ici sur l'île de Zanzibar.

© Bruno Morandi/laif

la violence à l'égard des femmes, phénomène qui touche près d'un quart d'entre elles selon des estimations prudentes, y compris celles du gouvernement tanzanien.

Le pays a également changé sur le plan économique. Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté a reculé de huit points au cours de la dernière décennie. En 2018, il se situait à un peu moins de 27%. Mais la forte croissance démographique fait que le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté augmente. Deux tiers de la population ont moins de 25 ans. Chaque année, 800 000 jeunes entrent sur le marché du travail. La croissance économique s'élevait à 6 ou 7% ces dernières années, mais à

partir d'un niveau initial extrêmement bas. Pour l'année en cours, le FMI prévoyait une croissance de 4%, avant que la pandémie ne vienne secouer l'économie du continent africain.

Quatre Tanzaniens sur cinq vivent de l'agriculture, soit de leurs propres cultures. Les emplois de l'économie formelle sont quasiment inexistantes. Dans un contexte de croissance démographique, d'énormes investissements et un effort majeur de développement seraient nécessaires pour simplement maintenir le niveau actuel.

Vaste secteur informel

Le carrefour Msasani Macho, au centre de Dar es Salaam, est un nœud de circulation important. C'est aussi le lieu de travail d'un grand nombre de personnes sans emploi formel: elles vendent des cartes téléphoniques et des crédits de communication, de l'eau, de la limonade et du coca, des fruits ou des plats simples cuisinés le matin. Selon les estimations officielles, plus de la moitié du revenu national est généré dans le secteur informel, où travaillent de nombreuses femmes. Celles-ci sont particulièrement affectées par les changements de la société.

Asunta Valentino Hosa, 48 ans, est marchande ambulante dans les rues de Dar es Salaam. Elle vend des bananes et des oranges. «Ces cinq dernières années, la vie est devenue beaucoup plus difficile», dit-elle. Elle ne gagne souvent que 5000 shillings tanzaniens par jour, soit un peu plus de deux dollars. C'est beaucoup trop peu pour elle et ses cinq enfants: «Les gens ne peuvent plus se permettre d'acheter des fruits.» Musulmane et mariée à un chrétien, elle relève l'influence croissante de la religion sur la société. N'étant pas particulièrement religieuse, elle ne se sent pourtant pas sous pression.

Enseignante à Tabora, à environ 1000 kilomètres de Dar es Salaam, Julieth Lymo confirme que la vie est deve-

nue plus dure. «Le niveau de formation augmente, y compris chez les femmes, et même à la campagne», raconte cette jeune femme de 31 ans. Mais l'éducation est rarement la clé pour accéder à un emploi et à un revenu: «Il n'y a pas de travail. Les gens sont désœuvrés. Ou alors ils se débrouillent dans le secteur informel.»

Catherine Ruge, députée au dernier Parlement appartenant au parti d'opposition Chadema (Parti pour la démocratie et le progrès), se montre encore plus critique. «La liberté d'expression n'existe plus en Tanzanie», souligne-t-elle. Experte-comptable, elle a travaillé dans une banque avant sa carrière politique. En tant que femme, elle considère son brillant parcours comme une exception. «Les femmes sont beaucoup plus nombreuses à abandonner leurs études que les hommes», déplore-t-elle. Bien que catholique pratiquante, elle blâme sévèrement l'Église: celle-ci «devrait défendre la démocratie et les droits humains. Mais les évêques ont gardé le silence sur la politique de Magufuli, par peur des restrictions qui pourraient les frapper.» ■

Journaliste indépendante à Nairobi depuis 2011, Bettina Rühl réalise des reportages en Afrique depuis près de trente ans.

TANZANIE EN BREF

Nom

République unie de Tanzanie

Superficie

945 087 km²

Population

58 millions

Capitale

Dodoma (800 000 habitants). La ville portuaire de Dar es Salaam est le siège du gouvernement et la capitale économique (environ 4,5 millions d'habitants). Dodoma est cependant le siège de l'Assemblée nationale.

Ethnies

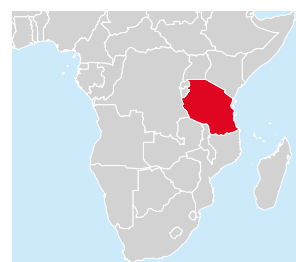
Sur le continent, 99% de la population sont d'origine africaine, dont 95% de Bantous issus de plus de 130 ethnies.

Langues

125 langues. 90% de la population parlent les langues bantoues, dont le swahili, la langue officielle.

Religion

Environ 40% de la population sont des chrétiens, 40% des musulmans. 20% sont des adeptes de religions africaines. Les mariages interreligieux sont courants.



Sur le terrain avec...

THOMAS TEUSCHER

MÉDECIN RESPONSABLE DES PROGRAMMES SANTÉ DE LA DDC EN TANZANIE

Propos recueillis par Zélie Schaller

Je vis à Dar es Salaam, au bord de l'océan Indien, où je peux contempler des couchers de soleil somptueux. La Tanzanie recèle des richesses exceptionnelles: des plages idylliques, des volcans impressionnants, des réserves naturelles spectaculaires plus grandes que la Suisse. Le cadre est paradisiaque et les ressources non négligeables. Le pays affiche une croissance économique soutenue, mais les disparités augmentent.



J'y ai travaillé de 1988 à 1994, avant d'y revenir en 2015. Ayant appris le swahili, je peux dialoguer avec les patients dans les centres de santé. Ces échanges informels me permettent d'évaluer qualitativement les établissements pour ensuite affiner nos projets. Connaître la réalité du terrain me rend, en outre, plus crédible auprès du gouvernement. Je peux ainsi formuler mes demandes avec des arguments solides.

Pour renforcer la confiance des partenaires, les rencontres physiques s'avèrent très importantes. En cette période de coronavirus toutefois, les visites de bénéficiaires ne sont plus possibles. Les réunions avec les ministères ou les agences onusiennes se déroulent,

elles, désormais en ligne. Depuis le début de l'année, la lutte contre la pandémie occupe l'essentiel de mes journées. Le soir, je travaille davantage sur les dossiers globaux. Je représente la Suisse au conseil d'administration du Fond Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Pour atténuer les effets du Covid-19, nous mobilisons des fonds supplémentaires et adaptons nos programmes. Il s'agit d'augmenter le nombre de lits en soins intensifs et celui de respirateurs artificiels. Le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement est également fondamental. Pour l'heure, les équipements de protection et de laboratoire peinent à être livrés. Nous devons sans cesse trouver de nouvelles solutions.

L'information se révèle également capitale. Une ligne téléphonique d'urgence a été mise en place. Elle reçoit entre 10 000 et 40 000 appels chaque jour. Pour occuper le temps d'attente qui peut se révéler long, nous avons élaboré des messages de prévention, notamment sur la violence à l'encontre des femmes. Cette problématique ne constitue pas un thème transversal, mais un volet à part entière de la crise du Covid-19, car le phénomène s'accroît. Nous avons formé les répondants de manière à ce qu'ils puissent aiguiller les victimes vers les services appropriés, à proximité de leur domicile.

Des podcasts sont aussi proposés dans les salles d'attente des hôpitaux. Ils concernent divers thèmes de santé: le paludisme, l'allaitement ou la prévention des grossesses non désirées par exemple. Le taux de fécondité s'élève à près de cinq enfants par femme en Tanzanie. Nombreuses sont les mères

célibataires. La DDC renforce l'accès des jeunes filles au planning familial.

Malgré le coronavirus, nous mettons tout en œuvre pour que les services de base soient assurés: les accouchements, l'accès aux traitements anti-VIH et antipaludiques notamment. Les maladies non transmissibles telles que le cancer ou le diabète doivent également être soignées. Augmentant avec l'émergence de la classe moyenne, elles représentent l'énorme défi de demain. Mais, après une riche carrière internationale, est bientôt venu le temps pour moi de prendre ma retraite. Non sans un pincement au cœur. ■

PROMOTION DE L'EMPLOI

Outre la santé, la DDC est active en Tanzanie dans la gouvernance et le développement économique. Elle renforce les capacités des autorités locales dans le but d'améliorer la qualité de leurs services. La coopération suisse apporte une aide financière aux médias indépendants, en particulier aux radios rurales, pour offrir une information de qualité aux citoyens. Elle soutient la formation professionnelle de jeunes déscolarisés issus du milieu rural ainsi que l'essor de filières agricoles offrant des emplois aux femmes en particulier. Dans tous ses projets, elle s'engage en faveur de la parité.

Voix de ... Tanzanie

« QUE FAITES-VOUS POUR LES AUTRES ? »

Voici vingt ans, j'étais une jeune fille studieuse à l'école secondaire de Kikuyu, à Dodoma, la capitale de mon pays. À l'époque, j'étais déterminée à travailler avec mes camarades pour améliorer les conditions qu'offrait mon école, car nombre d'entre elles étaient découragées par le manque d'enseignants, de classes et de livres.

Je me suis présentée à un poste de responsable pour pouvoir exercer une plus grande influence et motiver la communauté d'étudiantes à collaborer étroitement avec l'administration scolaire.



REBECA GYUMI, 34 ans, avocate, est fondatrice et directrice de Msichana Initiative (www.msichana.or.tz). Msichana signifie fille en swahili. Cette organisation locale défend l'égalité des droits et l'inclusion des filles dans leur communauté. En 2018, Rebeca Gyumi a reçu le Prix des droits de l'homme des Nations Unies pour sa contribution exceptionnelle à la promotion des droits des femmes et des filles en Tanzanie. Cette récompense est attribuée tous les cinq ans à des personnes ou à des organisations en reconnaissance de leurs réalisations en matière de droits humains.

Le but: relever les défis auxquels notre école était confrontée, une tâche difficile mais qui a finalement porté ses fruits.

Au travers des obstacles et des opportunités que j'ai rencontrés en grandissant, j'ai toujours souhaité inclure les filles ainsi que faire entendre leur voix et leurs intérêts. Je suis chanceuse: j'ai grandi dans un environnement favorable avec des parents pour qui le genre ne jouait aucun rôle dans leur décision de m'envoyer ou non à l'école.

Malheureusement, la réalité est différente pour de nombreuses autres filles. Certaines communautés ne voient pas l'intérêt d'investir dans l'éducation des filles. Celles-ci sont socialisées pour devenir de futures épouses et mères pourvoyant aux besoins de leur famille. Elles sont considérées comme une source de revenu via la dot. Leur accès à l'éducation est limité en raison notamment du mariage et des grossesses précoces ainsi que des mutilations génitales féminines.

Dans ce contexte, il était important pour moi de me battre pour le bien de tous et de ne pas rester assise à attendre. Je me suis engagée dans la recherche de solutions pour résoudre les problèmes fondamentaux de nos communautés. En 2016, j'ai fondé avec onze autres jeunes filles la Msichana Initiative. Cette organisation promeut l'éducation des filles et lutte contre les principaux obstacles les empêchant de réaliser leur potentiel.

J'ai adressé en 2016 au gouvernement tanzanien une pétition demandant de modifier les articles 13 et 17 de la loi sur le mariage de 1971. Celle-ci autorisait le mariage des filles à partir de 14 ans et celui des garçons dès 18 ans. La Haute Cour a rendu son jugement et, plus tard,

en octobre 2020, la Cour d'appel a statué en notre faveur, fixant l'âge minimum du mariage à 18 ans autant pour les filles que pour les garçons. Le mariage des enfants constitue une forme de violence et la marque de normes genrées oppressives dans la communauté. La protection juridique permet d'actionner des mécanismes de responsabilisation dans les efforts de prévention et d'intervention.

Certains pourraient se demander: «Pourquoi s'en soucier?» J'aimerais alors citer ici la célèbre «question la plus persistante et urgente de la vie» posée par Martin Luther King Jr: «Que faites-vous pour les autres?»

L'accès à l'éducation m'a permis de comprendre mes droits. Il m'a donné la possibilité de choisir, ce qui a été libérateur. C'est grâce à l'éducation que j'ai acquis les compétences que je possède aujourd'hui. La moindre des choses que je puisse faire est de les mettre à profit pour le bien de ma communauté. Alors que le monde fait face à la montée du fondamentalisme, la lutte pour l'égalité hommes-femmes doit se poursuivre. L'amour est plus fort que la haine et la division.

J'adhère complètement à cette citation de l'écrivaine Toni Morrison: «Lorsque vous obtenez ces emplois pour lesquels vous avez été brillamment formés, rappelez-vous que votre véritable travail, si vous êtes libre, est de libérer quelqu'un d'autre. Si vous avez du pouvoir, votre travail consiste à responsabiliser quelqu'un d'autre.» ■



LES THÉIERS ANCIENS, REMÈDES CONTRE LA PAUVRETÉ

Sur les reliefs tourmentés du Laos, les petits paysans récoltent du thé sauvage. Pour valoriser ce produit à haute valeur ajoutée, la DDC renforce leurs capacités organisationnelles et leurs connaissances agroécologiques. Les communautés voient ainsi leurs revenus et leurs conditions de vie s'améliorer.

Texte: Zélie Schaller

Un arôme floral, des notes herbacées et une amertume équilibrée: les saveurs du thé vert laotien sont riches et complexes. Ses feuilles sont récoltées à la main sur des arbres noueux et fortement ramifiés. Enclavée entre la Chine et le Vietnam à l'extrême nord du pays, la province de Phongsaly compte quelque 46 000 théiers (*Camellia sinensis*). Certains auraient plus de 400 ans. Leur longévité leur a permis de s'enraciner profondément dans la terre et d'en tirer tous les bienfaits, sans engrais ni pesticides. Ce thé sauvage biologique est apprécié par les plus fins connaisseurs.

Au contraire des petits arbustes des plantations industrielles, les théiers poussent dès 1200 mètres d'altitude, dans un climat frais et humide. Pour atteindre dix mètres de hauteur, ils sont difficilement accessibles: le travail des cultivateurs s'avère rude.

Au contraire des petits arbustes des plantations industrielles, les théiers poussent à plus de 1200 mètres d'altitude dans un climat frais et humide.

© Andrew Bartlett/Helvetas

Le projet Lao Upland Rural Advisory (LURAS) de la DDC, mis en œuvre par l'ONG Helvetas, valorise ce produit de niche qui constitue un levier potentiel important pour le développement économique local. Il renforce les capacités organisationnelles des petits producteurs, développe des chaînes de valeur durables et facilite l'accès au marché. Outre le thé, il vise également le café, le riz et le maïs. L'objectif est identique dans chaque culture: améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petits paysans, tout en préservant les forêts des hautes terres et la biodiversité.

Au Laos, l'agriculture et l'exploitation de produits forestiers non ligneux concernent plus de 60% de la population. Le secteur contribue à la réduction de la pauvreté dans les régions rurales et reculées.

Scolarisation des enfants

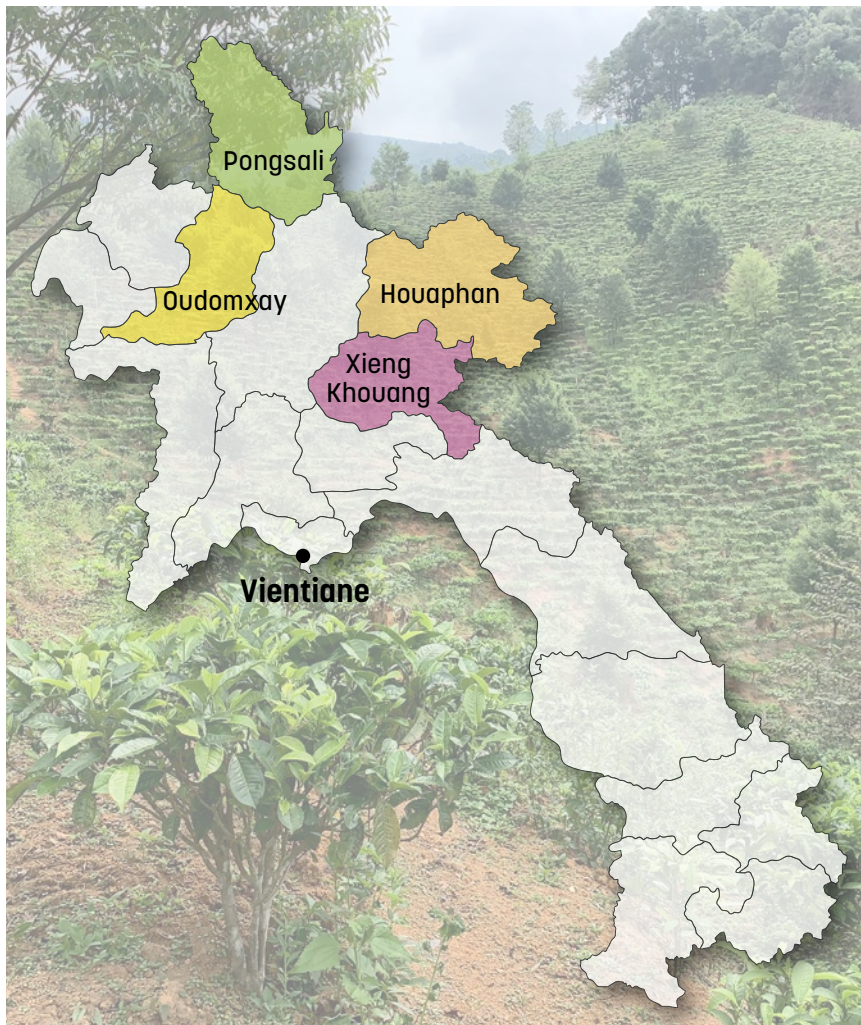
Revenons parmi les théiers sauvages pluricentennaires. Pour accroître la production et ainsi répondre à la demande croissante, les cultivateurs récoltent des graines de thé dans la forêt et les sèment non loin de chez eux. Les feuilles demeurent de grande qualité et sont plus faciles à cueillir. «La situation est

nettement meilleure maintenant avec une plantation de thé. Nous pouvons envoyer nos enfants à l'école et acheter de la nourriture», témoigne Chanmany. Cette femme vit à Phouxang, village situé dans la province d'Oudomxay, au nord-ouest du pays, où le projet est également déployé.

Après la cueillette, les feuilles de thé doivent être transformées avec minutie. Pour ce faire, des usines de traitement et de séchage ont été construites. Elles permettent également de stocker la marchandise que les producteurs vendent désormais collectivement. «Nous avons ainsi un meilleur pouvoir de négociation pour augmenter les prix», explique Somphet Phomtayaxai, maire de Phouxang. Il faut dire que la Chine, principal débouché commercial du thé laotien, dicte ses prix. «Les investisseurs chinois viennent acheter des feuilles de thé fraîches et sèches. Les villageois ont ainsi vu améliorer leurs moyens de subsistance», souligne Syphan, producteur à Yot Pieng, dans la province de Xieng Khouang.

Apprentissage entre pairs

Pour développer les compétences techniques et la connaissance du marché



Dans quatre provinces du nord du Laos, la DDC développe les capacités organisationnelles et les connaissances agroécologiques des petits paysans.

© Andrew Bartlett/Helvetas

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le projet Lao Upland Rural Advisory vise également à renforcer le rôle des femmes dans les filières agricoles. Des productrices reçoivent une formation en développement communautaire pour ensuite transmettre les connaissances à leurs consœurs en langues locales. « Elles disposent d'une tablette contenant diverses ressources pédagogiques, notamment des vidéos montrant les bonnes pratiques d'autres cultivatrices. Pour cela, elles perçoivent une petite rémunération mensuelle », précise Andrew Bartlett, responsable du projet chez Helvetas. En outre, un nombre égal d'hommes et de femmes participent aux visites d'échange.

des producteurs, des visites d'échange ont lieu dans d'autres régions. Les cultivateurs de Phongsaly ont déjà partagé leur expérience avec leurs pairs des provinces d'Oudomxay et de Xieng Khouang qui, eux, l'ont transmise à ceux de Houaphan.

Le centre d'apprentissage de Yot Pieng se veut également un lieu d'échanges. Il accueille les cultivateurs pour y mener des études agroécologiques. Des groupements de production et de commercialisation s'y forment. Les bénéficiaires dispensent ensuite leur savoir à des dizaines de milliers de paysans. Les bonnes pratiques sont transmises au travers d'un manuel et via les réseaux sociaux.

« Les producteurs eux-mêmes sont une source d'information plus fiable pour leur pairs que les experts externes », relève Andrew Bartlett, responsable du projet chez Helvetas. Ce transfert de connaissances horizontal est, par ailleurs, adapté aux conditions écologiques locales et au marché.

Soutien aux jeunes

Pour les cultivateurs de thé, un deuxième centre est en cours de construction dans la province de Houaphan. Il en existe d'autres, destinés aux producteurs de café, de riz et de maïs ainsi qu'aux jeunes « agripreneurs ». Ces derniers, sans emploi et souvent issus de minorités ethniques, ont entre 18 et 28 ans. Pour éveiller leur esprit d'entreprise, ils effectuent des stages dans des start-up et apprennent à rédiger un business plan. Ils bénéficient d'un soutien technique et d'un encadrement individuel pour lancer leur microentreprise.

Ces nouveaux entrepreneurs deviennent des sources d'inspiration pour la génération suivante. Ils élargissent les connaissances agroécologiques, exploitent mieux le sol et conquièrent de nouveaux marchés. Et, in fine, contribuent au développement économique et social de leur pays. ■

BLOQUÉS DANS LEUR PAYS D'ACCUEIL

La crise du Covid-19 touche de plein fouet les travailleurs migrants. La Suisse leur fournit une aide d'urgence en Jordanie, au Liban et dans les États du Golfe.

Texte : Christian Zeier

CRISE DES TRANSFERTS D'ARGENT

En réponse à la pandémie, la DDC a lancé des mesures d'urgence et adapté à la situation actuelle des projets en cours. En mai, la Suisse participait au lancement d'un appel pour atténuer les conséquences du Covid-19 sur les envois de fonds des travailleurs migrants vers leur pays d'origine. De nombreuses personnes dépendent de ces envois qui, dans certains pays, ont chuté en raison de la crise. L'appel demande que ces transferts puissent se poursuivre pendant la crise. La mise en place de moyens de paiement numériques complémentaires pourrait améliorer l'accès des migrants aux services de transfert. Il s'agit aussi d'encourager les décideurs politiques, les autorités de régulation et les prestataires à faciliter les transferts de fonds, par exemple en assouplissant les règles, en offrant des incitations financières ou en reconnaissant les services en question comme des acteurs importants.

Distribution de bons pour les produits de première nécessité à Amman : la Jordanie compte actuellement 500 000 travailleurs migrants, dont les conditions de vie se sont considérablement détériorées en raison de la crise du Covid-19.

© DDC

À la mi-mars, le gouvernement jordanien imposait des mesures extrêmement strictes contre la crise du Covid-19. Si les conséquences économiques de la pandémie frappent l'ensemble de la population, un groupe a particulièrement souffert : « Pendant le confinement, le travail et la nourriture manquaient, et le loyer était trop cher, raconte Priya Bedi. Je voulais retourner auprès de mon

fil en Inde, mais impossible de prendre l'avion. Je n'ai pas d'argent. »

Priya Bedi fait partie des quelque 500 000 travailleurs et travailleuses migrants en Jordanie qui subissent des pertes salariales massives du fait de la crise. Beaucoup sont privés d'accès au système de santé et de réseau de soutien. Ils n'ont aucune possibilité de retourner dans



leur pays d'origine en raison des restrictions de voyage.

Bloqués en Jordanie

À la mi-juin, le programme global Migration et Développement de la DDC a donc lancé avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) un projet sur trois mois. L'objectif était de fournir aux travailleurs migrants vulnérables de Jordanie des produits de première nécessité, comme les aliments et les articles sanitaires. La ressortissante indienne Priya Bedi compte parmi les milliers de personnes qui bénéficient de cette aide.

«Nos mesures d'aide d'urgence soutiennent les personnes sans revenu ou presque, qui sont restées bloquées en Jordanie et ne peuvent plus gagner leur vie de manière décente», explique Aya Maraqa, chargée de programme de la DDC au bureau de coopération suisse à Amman. Leurs pays d'origine sont l'Égypte, le Sri Lanka, les Philippines ou le Bangladesh. La plupart travaillent ou travaillaient dans les ménages privés, sur les chantiers, dans l'industrie ou l'agriculture. Pour atteindre ces personnes, la DDC et l'OIM collaborent avec l'ONG locale Tamkeen qui, selon Aya Maraqa, dispose d'un bon réseau et a tissé des liens solides au fil des années avec les migrants.

Situation compliquée au Liban

La Suisse a également lancé des mesures d'aide d'urgence au Liban. La DDC s'est appuyée sur son partenariat de longue date avec l'ONG locale Anti-Racism Movement (ARM) pour compléter un projet en cours par un volet de soutien aux travailleurs migrants. «La situation au Liban est encore plus compliquée qu'en Jordanie», relève Hanspeter Wyss, du programme global Migration et Développement de la DDC. «La crise politique et économique qui secoue le pays fait qu'une bonne partie de la population était déjà en difficulté avant le

Covid-19.» Nombre de travailleurs migrants avaient perdu leur emploi, et parfois leur logement, avant la pandémie. La crise du Covid-19 est venue aggraver la situation. En coopération avec ARM, la Suisse soutient donc les migrants les plus vulnérables, en leur fournissant de la nourriture, des produits d'hygiène et la possibilité de trouver un abri pour un certain temps.

Au-delà des projets en Jordanie et au Liban, la DDC contribue au financement d'une organisation locale qui documente la situation des travailleurs migrants dans les États du Golfe (Qatar, Bahreïn, Koweït et Émirats arabes unis) et publie des rapports sur le sujet.

Pays d'origine également concernés

Il est trop tôt pour se prononcer sur l'évolution de la situation, déclare Aya Maraqa. La Jordanie présente des signes de rétablissement, mais les conséquences économiques à long terme sont difficiles à évaluer. «Notre impression est que de nombreux travailleuses et travailleurs migrants attendent de voir si les choses s'améliorent», poursuit-elle. Au Liban, en revanche, ils cherchent plutôt à quitter le pays, mais les restrictions de la liberté de mouvement et le manque de ressources rendent le départ difficile.

Dans les pays d'origine, la situation est parfois précaire. Les Philippines annonçaient en juillet avoir rapatrié plus de 100 000 citoyens en six mois, pour la plupart des travailleurs ayant perdu leur emploi. «Une fois les restrictions de voyage levées, le nombre de retours au pays augmentera fortement», estime Tatcee Macabuag, du Forum des migrants en Asie. Luttant pour les droits des personnes migrantes, ce réseau d'ONG se concentre actuellement sur l'aide humanitaire à apporter en cette période de crise du Covid-19.

Le soutien financier de la DDC a permis au réseau de venir en aide aux travailleurs migrants bloqués dans les États

du Golfe. À moyen terme, des projets de réintégration des rapatriés seront lancés. Selon Tatcee Macabuag, la première étape consiste à recueillir des données sur les rapatriements et les besoins des personnes concernées. Car si l'aide à l'intégration dans le pays d'origine ne touchera probablement qu'un petit nombre de rapatriés, certains ne sont même pas enregistrés. Impossible donc pour l'heure de connaître la dimension réelle de la crise. ■

DE NOUVELLES LOIS QUI VONT DANS LE BON SENS

Fin août, le Qatar a adopté deux lois en faveur des travailleurs migrants. Ces derniers peuvent désormais changer d'emploi sans l'autorisation de leur employeur. Un salaire mensuel minimum de 275 dollars ainsi que des indemnités de repas et de logement ont, de plus, été institués. Le Programme global Migration et Développement de la DDC et l'ambassade de Suisse à Doha ont soutenu ces réformes. Amnesty International salue la promulgation de ces nouvelles lois, mais «appelle les autorités à veiller à leur mise en œuvre rapide et intégrale», déclare Steve Cockburn, responsable Justice économique et sociale auprès de l'ONG. Depuis trop longtemps, les lois du Qatar placent les travailleurs et les travailleuses migrants à la merci d'employeurs abusifs.»

UN LARGE SOUTIEN

Partis, cantons et ONG ont pu donner leur avis sur la stratégie de coopération internationale 2021-2024. Celle-ci peut être lancée. Le Parlement a approuvé les crédits-cadres pluriannuels.

Texte : Christian Zeiler

(cz) Après le Conseil national en juin, le Conseil des États a approuvé, lors de la session d'automne, la stratégie de coopération internationale (CI) 2021-2024. Le Parlement a accepté l'enveloppe globale de 11,252 milliards de francs proposée par le Conseil fédéral ainsi que la nouvelle orientation stratégique.

Pour les quatre prochaines années, les thèmes prioritaires sont les suivants: la création d'emplois décents, la lutte contre le changement climatique, la réduction des causes de la migration irrégulière et du déplacement forcé ainsi que la promotion de l'État de droit.

La DDC se concentrera désormais sur quatre régions: l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est, ainsi que l'Europe de l'Est. L'Amérique latine ne figure désormais plus sur la liste: un désengagement progressif, d'ici à la fin 2024, est prévu. Par conséquent, le nombre de pays d'activité diminue de 46 à 35.

Développement économique

Outre la réduction de la pauvreté et la promotion de la sécurité humaine, l'accent sera de plus en plus mis sur le développement économique ainsi que sur le renforcement du lien stratégique entre politique migratoire et coopération internationale. «La Suisse étant un pays fortement interconnecté et orienté vers l'exportation, son bien-être dépend d'une économie mondiale stable et d'un



Le conseiller fédéral Ignazio Cassis présente le message sur la stratégie CI au Conseil des États.

© Keystone/Anthony Anex

ordre international juste», a déclaré le conseiller fédéral Ignazio Cassis devant le Conseil des États en septembre dernier.

La nouvelle stratégie a été élaborée selon un processus unique à ce jour. En mars 2018, le Conseil fédéral a adopté un rapport final sur l'efficacité et l'efficacité des activités de la CI au cours de la période précédente. Le bilan étant positif, il a inspiré la stratégie que le gouvernement a présentée neuf mois plus tard. De mai à août 2019, le projet a été soumis à une consultation publique.

Pour la première fois, partis, cantons et ONG ont pu donner leur avis dans le cadre d'une procédure de consultation. Par là même, le chef du département des Affaires étrangères Ignazio Cassis a voulu susciter le plus large soutien possible à la stratégie. Laquelle a été ac-

cueillie favorablement dans l'ensemble, sous réserve de quelques clarifications et modifications.

En février 2020, le Conseil fédéral a adopté le message sur la stratégie CI 2021-2024 et demandé au Parlement cinq crédits-cadres d'un montant total de 11,25 milliards de francs sur quatre ans. Après l'approbation du Conseil des États lors de la session d'automne, le Conseil national a éliminé la dernière divergence le 21 septembre pour que la nouvelle stratégie CI puisse être déployée, comme prévu, dès 2021. ■



L'AGROÉCOLOGIE POUR NOURRIR L'HUMANITÉ

Éliminer la faim dans le monde d'ici à 2030 : tel est l'objectif que s'est fixé en 2015 la communauté internationale. Mais avec les méthodes actuelles de production alimentaire, ce but est inatteignable. Une transition agroécologique s'impose.

Texte : Luca Beti

«Un changement systémique de la production agricole est nécessaire! Tous les experts s'accordent sur ce point. Les avis divergent, en revanche, sur la voie à adopter pour y parvenir», explique Urs Niggli, ancien directeur de l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). L'Objectif 2 de développement durable fixé par l'Agenda 2030 de l'ONU vise à éliminer la faim dans le monde, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable. Il ne reste que dix ans pour l'atteindre. Pourtant, la «faim zéro» semble plus éloignée que jamais.

Selon le dernier rapport des Nations Unies sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, quelque 690 millions de personnes souffraient de la faim en 2019, soit 60 millions de plus qu'en 2015, lorsque l'Agenda 2030 a été adopté par la communauté internationale. Après de nombreuses années de recul, ce nombre est reparti à la hausse à partir de 2014 – une tendance renforcée encore par la récession économique mondiale due au Covid-19.

Un agriculteur à Thika, au nord-est de Nairobi, la capitale du Kenya : l'un des principes clés de l'agroécologie est de cultiver plusieurs espèces végétales sur une même parcelle, ce qui permet de restaurer les écosystèmes naturels.

© Sven Torfinn/laif

La crise met en évidence la fragilité et l'inadaptabilité du système actuel de production alimentaire. La Terre pourrait nourrir dix milliards d'êtres humains, soit le nombre d'habitants qu'elle devrait accueillir d'ici à 2050. Mais, pour y parvenir, un changement radical vers l'agroécologie et d'autres méthodes innovantes est impératif, selon un récent rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cercle vicieux

«Certains disent qu'il faut se concentrer sur l'agriculture extensive, par exemple la production biologique, relève Urs Niggli. D'autres affirment que nous devons nous appuyer sur les nouvelles technologies pour gagner en efficacité.» Une certitude : l'agriculture conventionnelle, couplée à la sylviculture et à d'autres formes d'exploitation des terres, nuit à l'environnement : elle génère 23% des émissions de gaz à effet de serre, réduit la biodiversité, pollue les eaux et favorise l'érosion des sols ainsi que la perte d'humus.

C'est un cercle vicieux : l'agriculture souffre des conséquences du changement climatique dont elle est elle-même en partie responsable. «La solution est l'agroécologie, affirme Hans Hurni, professeur émérite du Centre interdisciplinaire pour le développement

durable et l'environnement de l'Université de Berne. Ce type d'agriculture permet de lier différents aspects : la production biologique d'une part et les réalités sociales, politiques et économiques des agriculteurs d'autre part.»

Alimentation équilibrée

L'agroécologie est une science, une pratique et un mouvement social. L'un de ses principes clés est la culture de plusieurs espèces végétales sur une même parcelle, ce qui permet de restaurer les écosystèmes naturels. Cette méthode renforce la résilience de ces derniers, leur capacité d'adaptation au changement climatique, leur résistance aux maladies et leur absorption de nutriments. Elle contribue également à une alimentation équilibrée, car les agriculteurs décident eux-mêmes ce qu'ils souhaitent cultiver.

«La culture biologique renforce non seulement la résistance des plantes aux parasites et à la sécheresse, mais favorise aussi la sécurité alimentaire et une alimentation saine», souligne Tina Goethe, spécialiste du droit à l'alimentation chez Pain pour le prochain. «Au Honduras, par exemple, les paysans qui cultivent du maïs, des haricots, des fruits et des légumes et possèdent des animaux ont surmonté la crise du coronavirus sans grand problème. Pour ceux qui ne produisent que du café,

cela n'a pas été si simple.» Une étude de l'ONG Biovision menée en collaboration avec la FAO corrobore cette observation: l'agroécologie est un instrument efficace pour lutter contre les conséquences du changement climatique. Elle renforce la résistance des êtres humains, des animaux et des plantes. Elle favorise la biodiversité et encourage les connaissances ainsi que les échanges entre agriculteurs et chercheurs.

Vers la sécurité alimentaire

Il ne faut pas confondre agroécologie et agriculture biologique. «Durant de nombreuses années, je me suis penché sur l'agriculture biologique. Je connais aussi ses limites, note Urs Niggli. L'agroécologie, en revanche, est une méthode idéale pour associer nouvelles technologies et expériences des agriculteurs: un élément central de la coopération au développement.» Le passage vers un nouveau système doit passer par les petits paysans. Selon des études internationales, 500 millions de petits paysans pourraient doubler leur production. Aujourd'hui déjà, ils pourraient nourrir 70 % de la population d'Asie et d'Afrique subsaharienne. «Les monocultures ont atteint le sommet de leur productivité et nous devons désormais nous concentrer sur les petits paysans pour augmenter la quantité de nourriture disponible», indique Hans Hurni.

Paradoxalement, 75 % des personnes souffrant de la faim vivent de l'agriculture. Pour elles aussi, l'agroécologie représente une solution, une approche multifonctionnelle encourageant les processus démocratiques qui, à leur tour, permettent la souveraineté alimentaire. Les communautés locales contrôlent la production, les sols, l'eau et les ressources génétiques. «Il est important, par exemple, que les paysans créent des coopératives pour vendre leurs produits sur le marché local sans intermédiaire et ainsi lutter contre la pauvreté, relève Tina Goethe. En comparaison avec la production biologique, l'agroécologie aborde de manière plus

directe la question des droits humains et celles des revenus ou de la dignité.»

Le temps presse

Plutôt que d'augmenter la productivité, Urs Niggli propose de réduire la consommation: «Nous pouvons vivre sans problème en diminuant la production agricole de 20 à 30 %, mais nous devons modifier nos habitudes alimentaires et manger moins de viande. Or, la consommation de viande augmente. Celle-ci est synonyme de prospérité aux yeux de la classe moyenne des pays en développement.» Cela ne signifie pas que nous condamnons la consommation de viande en général, mais nous devrions nous concentrer davantage sur les ruminants, tels que les vaches et les moutons qui mangent de l'herbe, poursuit Urs Niggli. Les céréales ne devraient pas être utilisées pour nourrir poules et cochons, et encore moins pour augmenter la production de lait de vache.

Pour éliminer la faim, favoriser une alimentation durable et diminuer de moitié le gaspillage alimentaire s'avèrent indispensables. «Nous devons, par ailleurs, cesser de produire des biocarburants sur des cultures destinées à l'alimentation humaine et animale, déclare Hans Hurni. Utilisons le peu de surface que nous avons pour cultiver des aliments.» Des interventions politiques aux niveaux international, national et local sont désormais nécessaires de même qu'une évolution vers un système alimentaire qui serve la santé humaine, l'environnement et le bien-être social. «Aujourd'hui, nous pouvons encore choisir. Mais plus le réchauffement climatique s'accélère, plus nos options diminuent», avertit Urs Niggli. ■

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Quelque 85 % des fonds de la Fondation Bill et Melinda Gates, qui finance des projets de développement agricole, sont investis dans la production alimentaire industrielle en Afrique subsaharienne. Telle est la conclusion d'une étude réalisée par l'ONG Biovision en collaboration avec le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables et l'Institut d'études sur le développement. Le président de Biovision Hans R. Herren souligne toutefois: «L'approche industrielle a échoué sur toute la ligne en Afrique.» L'agroécologie ne promet pas de recettes universelles, mais encourage le développement de solutions locales, démontre l'étude. Laquelle a également analysé les projets de recherche agricole soutenus par la DDC: 51 % d'entre eux incluaient des éléments de l'agriculture biologique et 41 % promouvaient l'égalité des genres ainsi que des conditions de travail dignes. Seuls 13 % portaient sur l'agriculture industrielle.

Étude Money flows: www.agroecology-pool.org (Moneyflowsreport)

L'ACCÈS AUX VACCINS, ENTRE SOLIDARITÉ ET OBLIGATION

Comment faire pour que les pays pauvres bénéficient aussi des vaccins contre le Covid-19 ? Les solutions proposées varient entre licences obligatoires, négociations mondiales et pool de connaissances.

Texte : Christian Zeier

Au printemps 2020, face à la gravité de la pandémie du Covid-19, la course mondiale pour un vaccin est lancée. En juin, plus de 150 projets de recherche sont en cours et le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, déclare : « La seule façon de progresser, c'est ensemble. » Mais une nouvelle course se dessine autour de l'accès : « La demande mondiale dépassera probablement la capacité de production des futurs vaccins contre le Covid-19, du moins au début, estime Sidney Wong, directeur de la campagne d'accès de Médecins sans frontières (MSF). Les intérêts nationaux font que certains pays pourraient se ruiner pour être les premiers à en acheter. »

Accès versus exclusivité

Lorsqu'une entreprise pharmaceutique développe un produit, elle investit énormément d'argent. Pour éviter que des sociétés concurrentes ne profitent de la vente sans participer aux efforts de recherche, le produit est protégé par un brevet : un droit exclusif à la commercialisation sur une période déterminée. Mais cette protection de la propriété intellectuelle contraste avec l'intérêt du plus grand nombre à avoir accès aux produits pharmaceutiques à un prix si possible abordable.



L'accès des pays à faible et moyen revenu aux dispositifs de diagnostic, aux traitements et aux vaccins dépend largement de la quantité produite et du coût, explique Olivier Praz, du Programme global Santé de la DDC. Les entreprises

Dans la ville égyptienne de Gizeh, une employée de laboratoire mène des recherches sur le médicament Remdesivir, un antiviral « prometteur » contre le Covid-19.

© Ahmed Goma/Xinhua/eyevine/laif

pharmaceutiques n'ont souvent pas d'incitation financière à produire pour des pays où le marché et la marge bénéficiaire sont faibles (voir numéro 1/2018). Les pays ont donc plus ou moins de chances d'accéder aux produits nécessaires selon leur pouvoir de négociation et leur solvabilité. Comment alors favoriser un accès équitable ?

Dernier recours, la licence obligatoire

L'intervention la plus radicale sur le marché est la licence obligatoire. Début juillet, l'Union européenne autorisait le médicament antiviral Remdesivir contre le Covid-19, mais les États-Unis s'étaient déjà assurés une grande partie de la production jusqu'à fin septembre. La première étape est le dialogue avec la société pharmaceutique, note Peter Liese, député européen du parti allemand CDU et spécialiste de la santé. Mais les pays européens peuvent octroyer des licences obligatoires, permettant à d'autres entreprises de produire le médicament. L'Allemagne, le Canada ou le Chili ont pris des mesures pour faciliter la suspension des brevets en situation exceptionnelle.

Les entreprises pharmaceutiques s'opposent vivement à un assouplissement des brevets, indique Thomas Cueni, directeur général de la Fédération internationale de l'industrie du médicament à Genève, interrogé par swissinfo.ch. Selon Felix Addor, directeur suppléant de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, la licence obligatoire réduirait les investissements et la recherche dans le secteur privé. D'après lui, il vaut mieux miser sur les licences volontaires et les mécanismes favorisant l'accès des pays les plus pauvres.

Négociations globales...

Dans cet esprit, l'OMS lançait fin avril 2020 l'Accélérateur ACT: cette « collaboration mondiale novatrice » stimule le développement, la production et l'ac-

cès équitable aux vaccins, aux dispositifs de diagnostic et aux traitements du Covid-19. Elle réunit l'industrie pharmaceutique et de grandes institutions telles que la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), l'Alliance Gavi pour les vaccins, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Wellcome Trust.

La Suisse soutient plusieurs organisations participantes sur le plan financier (voir encadré) et a rapidement rejoint Covax, l'axe de travail «vaccins» de l'Accélérateur ACT. Covax vise à négocier les quantités et les prix des vaccins avec les entreprises pharmaceutiques pour que les États participants, indépendamment de leur solvabilité, aient accès aux vaccins. Les pays pauvres sont soutenus par un fonds alimenté par les pays riches.

«Le pouvoir de négociation pour fixer les prix augmente en fonction du nombre de pays qui rejoignent l'initiative», précise Olivier Praz. La communauté internationale tire aujourd'hui les leçons des dernières décennies. Par rapport à des maladies comme le VIH, la tuberculose ou le paludisme, la réponse mondiale au Covid-19 est beaucoup plus rapide et plus efficace, affirme-t-il.

... ou pool mondial d'accès ?

Mais cette initiative garantit-elle un accès égalitaire aux vaccins contre le Covid-19 ? De nombreux pays cherchent à se procurer les vaccins nécessaires par une approche bilatérale. Et des voix critiques s'élèvent du côté des ONG telles que MSF: Covax aurait été mis en place sans réelle participation de la société civile et créerait un clivage entre pays riches et pauvres. Il ne mettrait guère à contribution l'industrie pharmaceutique, alors que les innovations médicales sont développées grâce à un investissement public massif, comme le souligne l'organisation suisse Public Eye: «Aussi, les résultats de ces investissements devraient être à la disposition de tous.»

Les ONG plaident pour une autre piste, froidement accueillie par les entreprises pharmaceutiques: le Groupement d'accès aux technologies contre le Covid-19, également associé à l'OMS. Ce pool s'est créé à la suite d'un appel lancé par divers pays, associations et particuliers: il vise à regrouper et à partager les droits et les données sur les technologies de prévention, de dépistage et de traitement du Covid-19. ■

LE DÉFI DE LA COHÉRENCE POLITIQUE

Comme de nombreux autres pays, la Suisse poursuit un double objectif concernant le Covid-19: obtenir des vaccins, des traitements et des dispositifs de diagnostic pour sa propre population, mais aussi encourager un accès égalitaire pour les pays défavorisés, dans une optique de réduction de la pauvreté. La Suisse alloue dix millions de francs à la Fondation CEPI pour contribuer au financement de la recherche d'un vaccin. Quelque 30 millions de francs sont octroyés à l'Alliance Gavi basée à Genève, qui favorise l'accès aux vaccins dans les pays en développement depuis deux décennies. Trente millions de francs également vont au Wellcome Trust et à la Fondation pour l'innovation en matière de nouveaux diagnostics. Ceux-ci soutiennent l'accès aux dispositifs de diagnostic et aux traitements du Covid-19 dans les pays en développement.

Carte blanche

DES TEMPS CHAOTIQUES

L'écoulement du temps est une question effroyablement difficile pour l'humanité. Nous tentons alors d'échapper à la fugacité de la vie et de la transformer de toutes les manières possibles. Nos habitudes et rituels nous donnent la fausse assurance de vaincre le temps qui passe. En répétant systématiquement les mêmes gestes à la même heure, nous nous convainquons que nous pouvons arrêter le temps. À travers nos habitudes, nous créons un faux sentiment de sécurité. Les situations extraordinaires, telles qu'une pandémie ou une guerre, bouleversent notre routine. Cette prise de conscience de la proximité et de

l'inéluctabilité de la mort nous fait paniquer. Elle questionne aussi nos valeurs et le sens de la vie.

Avant de décider de ce que je voulais faire de ma vie, je savais ce que je ne voulais pas : une existence terne et routinière. Embrasser une carrière artistique était un choix logique pour moi : celle-ci ne constitue pas seulement un travail, mais également un art de vivre, riche en défis et dépourvu de monotonie. Dans le cadre de notre réflexion sur les habitudes et la fugacité de la vie, il apparaît que les situations extraordinaires sont celles qui conviennent le plus aux artistes. La position dramatique de celle ou celui qui s'interroge sur le sens des choses devrait être celle d'un artiste, même en l'absence de pandémie. Mais l'art et les artistes, tout comme les représentants d'autres professions, sont prédisposés au conformisme. La production cinématographique européenne de ces dernières années en est la meilleure preuve. Bénéficiant de subventions étatiques, les auteurs se sont contentés des spectateurs des festivals comme unique fenêtre sur le monde.

Or, le public d'un festival est essentiellement composé de réalisateurs et autres acteurs de l'industrie cinématographique. Nous avons donc fait des films pour nos pairs. Rien de grave en soi si nous n'étions pas tombés dans le piège du maniérisme découlant de nos efforts pour satisfaire ce que nous pensons être les attentes des bailleurs de fonds cinématographiques, des programmeurs de festivals et des distributeurs de films. Avec, pour résultat, des œuvres typiques des cinémas national, féminin ou pseudo-exotique des pays en voie de développement. Seule une poignée de réalisateurs intransigeants résistent et évitent, mais de justesse, la catégorisation dans une case prédéterminée. Ce maniérisme est sans doute dû à la vel-

lété de rationaliser et d'ordonner l'art, comme l'une des activités humaines les plus importantes. Comment pourrions-nous mener une politique culturelle sans connaître notre objectif final ? Pour savoir où nous allons, nous devons être capables de prévoir, de calculer et de quelque chose qui, par nature, défie toute rationalisation.

Partant de bonnes intentions, soit dans une tentative civilisée de créer une société bien organisée, nous bureaucratisons quelque chose qui dépend de l'excellence et du courage pour sortir de notre zone de confort. Les auteurs tentent de répondre aux exigences complexes des producteurs. Après des années d'efforts pour assurer le financement de leurs films, ils ont choisi de prendre le moins de risques possible.

Pour réduire les risques, nous essayons de nous adapter aux politiques et stratégies culturelles, ou plutôt à l'idée que nous nous en faisons. Les personnes qui attribuent les fonds choisissent des projets identiques ou similaires aux projets qui ont précédemment connu le succès. Nous nous retrouvons ainsi avec des films inintéressants. Il y a longtemps que nous avons perdu notre public. Tout cela, en raison de notre désir de minimiser les risques. Risques de quoi ?

Rien n'est pire que de se laisser guider par des illusions. Le cinéma n'est pas une illusion. Il appartient au royaume métaphysique. Créer une œuvre artistique exige de sortir de notre zone de confort. Réaliser un film fait partie de nos tentatives créatrices d'arrêter le temps et de nous réconcilier avec le terrifiant sentiment de temporalité. Peut-être que la période chaotique que nous traversons nous encouragera à abandonner nos vieilles habitudes, à accepter les risques et à voguer vers une réalité nouvelle et exaltante. ■



AIDA BEGIĆ est née à Sarajevo en 1976. Son premier film *Snijeg* est sorti au Festival de Cannes en 2008, où il a remporté le Grand Prix de la Semaine de la Critique. En 2009, la réalisatrice fonde une société de production indépendante, Film House. Son deuxième long métrage *Djeca* a été présenté dans la section « Un Certain Regard » à Cannes en 2012 : il a reçu la Mention spéciale du Jury. La Bosnienne a également écrit et réalisé le court métrage *Album* du projet *The Bridges of Sarajevo: an omnibus named Europe*. Elle enseigne à l'Académie des arts du spectacle de Sarajevo. Son troisième film *Never leave me*, qui raconte l'histoire d'orphelins syriens, a été sélectionné par de nombreux festivals du monde entier et primé à plusieurs reprises. Aida Begić prépare actuellement son quatrième opus : *A Ballad*.

À NAIROBI, LES VOIX DU CHANGEMENT

Au Kenya, une nouvelle scène musicale émerge dans les petits studios de la capitale. Touchant des millions d'auditeurs au niveau local, ces productions connaissent aussi le succès dans des créneaux spécifiques au plan international. Elles bousculent les hiérarchies et aspirent à des réformes sociales et politiques. Mais les résistances sont nombreuses.

Texte : Thomas Burkhalter



BOUTROSS



DJ COCO EM



MR. LU

Depuis les années 2000, Nairobi voit se développer une nouvelle scène de petits entrepreneurs et de sociétés de production musicale, qui n'a pas grand-chose à voir avec l'ancienne industrie de la musique. Après la Seconde Guerre mondiale, la capitale kényane était un centre régional de production de musique populaire, avec des studios d'enregistrement au centre-ville et des artistes de talent de tout le pays. Une industrie mise à genoux dans les années 1980. Plusieurs éléments d'explication à cette déroute : la récession économique, l'autoritarisme de la longue présidence de Daniel Arap Moi, la censure de nombreux styles de musique par la radio d'État ainsi que le piratage des cassettes.



BABY ELEPHANTE



JANICE ICHE



MAROKO KALAHARI

L'industrie musicale actuelle se répartit sur un plus grand nombre de producteurs. Elle invente et développe de nouveaux modèles d'affaires, tout en restant fragile. Producteurs et artistes émergent et disparaissent. Ils se heurtent à de multiples résistances sociales, économiques et politiques. Mais la redéfinition du paysage musical kenyan est lancée: de nouveaux entrepreneurs artistiques produisent à faible coût dans de petits studios, avec des logiciels bon marché. Et ils entendent bien accéder à une vie meilleure grâce à leur musique.

Le confinement lié au coronavirus a été l'occasion pour eux de creuser leurs idées, de suivre des tutoriels sur Internet ou de publier des productions mu-

sicales en ligne. C'est un peu une société parallèle, explique le producteur Debe: «À Nairobi, si tu veux suivre ta propre voie, il faut le faire en secret. Sinon, les résistances vont te faire douter et finalement abandonner.»

Hitman Kaht abonde. Depuis son studio dans un quartier périphérique pauvre, il produit des morceaux de gengeton comme le succès «Wabebe», qui génèrent des millions de clics sur YouTube: «La société exclut ceux qui vivent de leur passion et de leur inspiration», dit-il. Le fait que le gengeton soit vivement critiqué pour ses paroles et ses clips sexistes ne l'inquiète guère: «Maintenant que nous avons du succès, on nous attaque, alors qu'avant

personne ne s'était jamais soucié de nous!», lance-t-il.

Frustration, agression, dépression

Le rappeur Boutross produit du shrap, une variante populaire du style international trap. Les paroles sont en sheng, un argot de rue apparenté au swahili: «Je fais de la musique, parce que j'aime divertir les autres. J'ai un talent qui me permet de gagner de l'argent. J'aimerais toucher le plus grand nombre et aider à faire changer la société.» Indigné par la corruption, les violences policières et le grave clivage entre les riches et les pauvres, il assène: «Si tu ne viens pas d'une famille connue et n'as pas d'argent, tu n'as aucun débouché après l'école obligatoire. J'ai tant d'amis intelligents, qui ont fini criminels, incarcérés, assassinés ou suicidés.»

Le poids qui pèse sur les jeunes hommes est un grand sujet: «En tant qu'homme, il faut être fort, prendre des décisions, cacher ses émotions. Cette pression peut mener à la frustration, à l'agression, à la dépression, voire au suicide», explique Victor Munyasya. Pour l'instant, lui qui pourrait être l'un des producteurs du futur ne compte que dix-sept abonnés sur la plateforme Soundcloud.

C'est un monde musical dominé par les hommes, mais où les femmes tentent également leur chance. Outre

quelques succès, il y a aussi des accusations de viol, de harcèlement sexuel et de sexisme. La chanteuse Janice Iche a ainsi subi un viol par un producteur. Elle a évoqué cette agression sur un blog, personne ne voulant l'écouter. Entre-temps, elle a quitté Nairobi et ne fait plus de musique.

«Les producteurs travaillent dans leur propre studio. En tant que chanteuse, tu y vas seule et tu ne sais jamais si le producteur n'a pas d'autres intentions, raconte Janice Iche. Alors que, pour être créative, il faut s'ouvrir et se sentir à l'aise.» Pour une femme, les difficultés sont multiples: «On te dit tout le temps ce qui t'est permis ou non. Pour le producteur, tu n'es qu'une chanteuse. C'est lui qui décide si ton travail artistique sera publié, quand, où et comment.»

Ateliers et archives

Ces témoignages reflètent la lutte à mener contre les normes sociales et les expériences traumatisantes. La productrice DJ Coco Em a lancé des ateliers de production musicale en collaboration avec la DJ ougandaise Rachael et son réseau Femme Electronic. Des ateliers aujourd'hui parrainés par la société de logiciels de musique Ableton. Ils se déroulent au Goethe-Institut, qui soutient la scène musicale alternative de la ville, même si l'influence des acteurs européens et états-uniens est actuellement controversée. Mister Lu, coorganisateur et producteur, explique: «Pour progresser, il faut une communauté forte qui aborde les problèmes et s'éduque, tout en favorisant l'apprentissage et le soutien mutuel.»

Si le gengeton et le shrap ont surtout une audience locale et régionale, d'autres artistes comme DJ Raph, Joseph Kamaru, Slikback ou la productrice Monrhea touchent des créneaux spécifiques sur la scène internationale par leurs productions expérimentales. Pour DJ Raph, la musique est une affaire sérieuse et non une distraction. Il travaille sur les archives sonores SoundOfNairobi.net, permettant aux artistes de télécharger leurs enregistrements réalisés dans différents quartiers de Nairobi: «Nous voulons capter l'histoire acoustique d'une ville en pleine transformation et créer une base de données sonores. Tous ces artistes font des expériences avec des sonorités locales et explorent leur appartenance à Nairobi, au présent et au futur.»

Blinky Bill, personnage modèle pour la jeune génération, déclare: «Le Kenya est en mauvaise posture dans bien des domaines. Mais tant que je vois des artistes qui réalisent des choses extraordinaires, cela me motive et me donne l'espoir que le pays changera un jour.» ■

Thomas Burkhalter est artiste, spécialiste en ethnomusicologie et journaliste musical indépendant. Basé à Berne, il est aussi le créateur et le gérant de la plateforme culturelle www.norient.com.

À ÉCOUTER

Les artistes cités dans l'article ci-contre sont à écouter dans le premier épisode «Nairobi» du podcast TIMEZONES réalisé par Thomas Burkhalter. TIMEZONES est une série de podcasts, lancée par la plateforme Norient et le Goethe-Institut. Plongeant les auditeurs dans l'univers des artistes, il pose la question suivante: que signifie vivre et travailler aujourd'hui en tant que professionnel de la culture dans telle ville ou tel contexte? Prochains épisodes: «Delhi» et «Belgrade». En sus du podcast, Thomas Burkhalter a concocté deux playlists, principalement de la musique issue de Nairobi produite cette année. L'éventail des genres est large: sons expérimentaux, lo-fi R&B, shrap, gengeton et bien plus encore.

Podcasts et playlists: <https://norient.com/thomas-burkhalter/timezones-episode-1-nairobi>

L'ÉMOTION AU QUOTIDIEN



(wr) Quelle est l'évolution de la vie quotidienne en Chine ces dernières décennies ? Comment se traduisent les changements sociaux récents ? Réponses dans le chef-d'œuvre *So Long, My Son*, de Wang Xiaoshuai, récompensé à la Berlinale. Le jour où leur fils unique se noie accidentellement, le bonheur de Yaojun et de Liyun vole en éclats. Ils décident de quitter leur lieu d'origine et de se fondre dans l'anonymat d'une grande ville. Mais le couple est sans cesse rattrapé par ses souvenirs et finit par retourner à l'endroit où se sont brisés ses espoirs. Une magnifique chronique sociale, qui s'étend de la fin de la Révolution culturelle à l'époque contemporaine, avec la montée du capitalisme chinois. Le récit ne s'aligne pas sur une chronologie extérieure, mais suit les méandres des souvenirs de deux êtres en peine. *So Long, My Son*, de Xiaoshuai Wang, Chine. Disponible en streaming sur filmingo.ch ou en DVD avec un livret édité par trigon-film.org

LIVRES

L'IMMIGRATION SOUS LA LOUPE



(zs) Les migrants sont-ils de plus en plus nombreux ? L'immigration accroît-elle le chômage ? S'avère-t-elle onéreuse ? Existe-t-il une stratégie européenne en matière d'accueil ? Des questions épineuses auxquelles Catherine Wihtol de Wenden se propose de répondre de manière simple, pédagogique et objective. L'auteure, directrice de recherche au CNRS et docteure d'État en science politique, travaille sur les migrations

ENTRE SOUVENIR ET OUBLI

(bf) Individus, groupes et sociétés peuvent vivre les mêmes événements de manière très différente. Le souvenir et le rappel de ces événements prennent à leur tour des formes multiples. C'est cette réalité que le Musée des cultures de Bâle se propose de capturer dans son exposition *Memory: Moments du souvenir et de l'oubli*. Sur un mode ludique, celle-ci aborde des moments personnels comme une naissance, un mariage ou un décès, mais aussi de grands événements sociaux tels que les guerres, les catastrophes, l'ouverture des frontières ou les Fêtes d'indépendance. L'exposition présente également une variété d'aide-mémoires, notamment des cannes de bambou sculptées de Nouvelle-Calédonie représentant la lutte contre les colonisateurs. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les médias deviennent un outil largement accessible pour interpréter et préserver l'histoire, alors qu'ils étaient auparavant réservés aux élites. Cette démocratisation de la mémoire va jouer un rôle majeur dans le contexte de la décolonisation, de la fin de la Guerre froide, de l'Apartheid en Afrique du Sud ou des dictatures en Amérique latine. *Memory - Moments du souvenir et de l'oubli*, Musée des cultures de Bâle ; jusqu'en juillet 2024

FILMS

ÎLE PARADISIAQUE, RÊVE EUROPÉEN



(bf) La famille d'Aladji et de Souleyman vit sur la petite île de Niodior, au large du Sénégal. Comme leur père et leur grand-père, les deux frères sont pêcheurs. Mais les stocks de poissons reculent depuis

des années et les prises diminuent. Autre problème : la culture du millet disparaît au profit de la production de riz et de blé à grande échelle. Les céréales traditionnellement cultivées doivent désormais être importées. L'agriculture et les emplois qu'elle génère sont sous pression. Pour ne rien arranger, le réchauffement climatique entraîne un nombre croissant de sécheresses. Le film documentaire *Barça ou Bassa* suit le parcours d'Aladji et de Souleyman, qui rêvent d'Europe. Il analyse, à partir de leur histoire, le contexte et les causes de l'émigration en provenance de l'Afrique de l'Ouest. *Barça ou Bassa*, documentaire de Peter Heller, Allemagne, 2018. Disponible sur le DVD *Un menu pour l'avenir* et en ligne (VOD) : www.education21.ch/fr/films

internationales depuis plus de vingt ans. Elle a travaillé pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en tant qu'experte externe. Cet ouvrage fait partie de la nouvelle collection « Ça fait débat ! », associée à celle des livres « pour les Nuls ». L'objectif est de décrypter des sujets d'actualité brûlants et de permettre aux lecteurs de se forger leur opinion.

Catherine Wihtol de Wenden, Immigration : chance ou menace ?, *First Éditions, Paris, 2020*

INTENSIFICATION ÉCOLOGIQUE NÉCESSAIRE

(zs) Un projet de recherche sur la gestion des risques climatiques dans l'agriculture a été mené dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest entre 2016 et 2018. Soutenu par le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international, il offre aux acteurs du secteur agricole – organisations paysannes, entreprises et filières agricoles, fournisseurs d'intrants et services de météorologie notamment – des stratégies innovantes pour adapter la production. Quelques exemples sont cités dans cet ouvrage : pratiquer l'agriculture de décrue, optimiser les flux d'eau dans les cultures à base de sorgho ou encore utiliser des variétés améliorées d'arachide. Dans un contexte de réchauffement climatique et de croissance démographique, l'agriculture ouest-africaine doit s'approprié de nouvelles connaissances pour garantir la sécurité alimentaire.

Sous la direction de Benjamin Sultan, Aymar Yaovi Bossa, Seyni Salack, Moussa Sanon, Risques climatiques et agriculture en Afrique de l'Ouest, *IRD Éditions, Paris, 2020*

UN CARNET DE VOYAGE POLITIQUE ET ENGAGÉ



(zs) Pour expliquer le phénomène de l'extrémisme bouddhiste incarné par le bonze Wirathu au Myanmar, le scénariste de BD Frédéric Debomy et l'illustrateur Benoît Guillaume se sont rendus sur place. De leur périple est né un roman graphique extrêmement documenté, qui rassemble de nombreux témoignages. L'album révèle les ressorts d'une société anéantie par

des décennies de dictature militaire et obsédée par les questions d'identité. Il montre comment les Rohingyas, minorité musulmane privée de nationalité, ont cristallisé le malaise ambiant. Face à leur massacre à l'été 2017, le mutisme d'Aung San Suu Kyi, dirigeante du pays, a été sévèrement critiqué par la communauté internationale. Un retour sur cette période troublée vaut la peine.

Frédéric Debomy, Benoît Guillaume, Aung San Suu Kyi, Rohingyas et extrémistes bouddhistes, *Massot Éditions, Paris, 2020*

LES DESSOUS DE LA SOCIÉTÉ NIGÉRIANE



(zs) À Lagos, plus grande ville du Nigeria et paradis des embouteillages, un jet privé s'écrase sur une résidence dans le quartier des vieilles fortunes. Le principal candidat au poste de gouverneur était à son bord. Un remplaçant lui est trouvé sans délai : chief Ojo, qui est assuré d'être élu. L'avocate des femmes, Amaka, s'indigne. Cet homme aime les très jeunes filles. Il est son ennemi juré. Elle va tenter de le faire tomber, malgré les pièges qui lui sont tendus. Action, ruse et suspense sont au rendez-vous. Entre ethnologie et polar, le deuxième roman de Leye Adenle, Feu pour feu, traduit de l'anglais par David Fauquemberg, explore non sans humour la face cachée et peu glorieuse de la société nigériane.

Leye Adenle, Feu pour feu, *Métaillé, Paris, 2020*

DE L'EXIL À L'EXCLUSION



Émigrer en quête de dignité
Tunisiens entre désillusions et espoirs



(zs) Cet ouvrage retrace le parcours de jeunes sans-papiers tunisiens en Europe. Tout d'abord, le rêve plus fort que le

risque de mort en traversant la Méditerranée coûte que coûte. Puis, viennent les désillusions et bien souvent la privation de liberté. Avant son arrivée en Europe, Zoubaier ne connaissait pas les postes de police. Il a vécu deux séjours carcéraux en Italie et se demande comment il a tenu le coup. Les traumatismes perdurent. Sentiment d'injustice, frustration et perte de sens habitent les migrants. Jusqu'à s'automutiler ou à envisager le suicide pour fuir le réel. Simon Mastrangelo, anthropologue et historien des religions, a mené des enquêtes ethnographiques autant sur le terrain que sur les réseaux sociaux. Cet ouvrage est une adaptation de sa thèse de doctorat sur la migration non documentée tunisienne.

Simon Mastrangelo, Émigrer en quête de dignité. Tunisiens entre désillusions et espoirs, *Presses Universitaires François-Rabelais, France, 2019*

MUSIQUE

MAGIE SINGULIÈRE



(er) Une musique filigrane, cyclique, hypnotique, au fil des cinq notes de la gamme pentatonique, célébrée par deux guitaristes et chanteurs africains déjà connus dans le monde entier : Alhousseini Anivolla vient du Niger et Girum Mezmur d'Éthiopie, à plus de 5000 kilomètres de distance. L'un est ancré dans la tradition du blues du désert du Sahara, l'autre dans l'ethio-jazz. Ils sont secondés par divers musiciens issus de la scène éthiopienne : le batteur Misale Legesse, Habtamu Yeshambel au violon monocorde Masinko et Anteneh Teklemariam à la lyre Krar, une sorte de basse à cinq cordes. Le légendaire maître de la mandoline Ayele Mamo, 78 ans, originaire d'Addis-Abeba, vient compléter ce sextet à la tonalité retenue. De sa voix légèrement rauque, Alhousseini Anivolla chante dans sa langue maternelle, le tamashek, suppliant : « Enfants de ce pays, protégez notre paix ! » Un album live qui dégage une magie singulière.

Alhousseini Anivolla et Girum Mezmur, Afropentatonism (*Piranha/Indigo*)

MESSAGE TOUT EN FINESSE

(er) Avec son troisième album, la chanteuse palestinienne Terez Sliman se fait enfin remarquer en dehors du Moyen-Orient. Elle vit dans la ville portuaire israélienne de Haïfa, comme le bassiste et joueur de synthétiseur Raymond Haddad, qui joue un rôle majeur dans la composition des chansons de la jeune femme de 35 ans. Sont également de la partie deux musiciens norvégiens connus: le guitariste d'avant-garde Eivind Aarset et le virtuose des percussions Helge Andreas Norbakken. Ce quatuor crée des univers sonores subtils et sphériques, avec des échos mélodiques de l'Est comme de l'Ouest. Un écrivain de choix pour la voix exceptionnelle de Terez Sliman, à la fois claire, douce et chaude. Elle interprète des textes lyriques en arabe (traduction en anglais dans le livret du CD), écrits en collaboration avec le poète Yasser Khanjar, originaire du Golan occupé. Il y est question du sens de la vie, de l'aspiration à la liberté et à la paix, pour un message politique tout en finesse. *Terez Sliman*, *When the Waves* (*Kirkelig Kulturverksted/Indigo*)

DEUX FEMMES, UN CHEF-D'ŒUVRE



(er) Deux voix féminines obsédantes, claires, jubilatoires, en solo puis en duo. Entrelaçant l'anglais et les dialectes chinois, elles tissent des sons harmonieux, entre le style bluegrass du banjo à cinq cordes des collines des Appalaches nord-américaines et les mélodies folklo-

riques de la cithare Guzheng à 21 cordes des plaines de Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Ce sont les musiciennes Wu Fei, vivant aux États-Unis depuis six ans, et Abigail Washburn, 43 ans toutes les deux. De leurs instruments, elles tirent des élan, des cascades ou des suites limpides. Cette incroyable conversation sonore concilie des domaines culturels en apparence opposés, tout en préservant intégralement les racines musicales de part et d'autre. Le CD s'accompagne d'un livret informatif de 44 pages au design efficace. Nés d'une passion artistique mutuelle, les dix titres enregistrés presque sans interruption sont un véritable chef-d'œuvre. *Wu Fei et Abigail Washburn* (*Smithsonian Folkways/Galileo*)

FORMATION CONTINUE

DIPLÔMES POSTGRADES

Au semestre de printemps 2021, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (22-26.2)
 - M4P - Making Markets Work for the Poor (1-5.3)
 - Conflict Sensitivity and Peacebuilding - Tools and Approaches (8-12.3)
 - Climate Change and Development (15-19.3)
 - Evaluation of Projects and Programs (22-26.3)
 - Contemporary Development Debate - Fighting Poverty in the 21st Century (29-31.3)
 - Migration: A Challenge for Development Cooperation (20-22.4)
 - Tools and Approaches for Capacity Development (3-7.5)
 - Gender and Economics (5-9.7)
- Renseignements et inscriptions: nadel.ethz.ch*

COUP DE CŒUR



Le livre, mon ami

Paloma Canonica est une jeune illustratrice tessinoise. Avec son langage universel, elle crée un lien d'amitié entre les enfants et les livres. Un sentiment qui ne connaît pas de frontières.

L'illustration use d'un langage universel que tout un chacun comprend. Il n'y a pas besoin de savoir lire. Dans *Amici* (« Amis »), mon premier livre, je rassemble des animaux qui seraient des ennemis dans la réalité. L'amitié est un sentiment qui ôte toute barrière, même entre un ours polaire et un phoque, un crocodile et un oiseau, un loup et un lapin. Ce sont des amis improbables qui font les choses les plus normales: ils s'amuse et jouent ensemble. Il arrive parfois que les amis se séparent pour découvrir le monde. Mais ils se cherchent et se retrouvent à nouveau, peut-être ailleurs. Moi aussi, je suis partie. Née à Santiago du Chili, j'ai grandi à Prato-Leventina (TI). Je me suis ensuite installée à Saragossa, en Espagne. Aujourd'hui, je vis à Bellinzona. Pour moi, les livres sont comme des compagnons de voyage. Ils m'ont accompagnée toute ma vie. Mon père avait ouvert une petite bibliothèque avec un groupe d'amis. J'ai grandi au milieu d'innombrables pages, à travers lesquelles je pouvais voyager, me réfugier et vivre de nombreuses aventures. Il me paraissait normal d'être entouré de livres tout le temps. Puis, j'ai découvert que j'étais une privilégiée, que ce n'était pas comme cela pour tout le monde. *Buona notte, orsetto* (« Bonne nuit, petit ours »), une autre de mes œuvres, fait partie du projet *Nati per leggere* (« Né pour lire »). Il est offert aux jeunes parents, qui sont invités à le lire à voix haute pour créer un lien d'amitié entre l'enfant et le livre. Il serait bon de diffuser cette idée dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement où les familles n'ont pas les moyens d'acheter un livre. Pendant un temps, les enfants échapperaient à leur réalité difficile. Ce pourrait être leur premier livre, suivi de nombreux autres, je l'espère.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Nathalie Carter, Marie-Noëlle Paccolat, Charlotte Stachel, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Derviche tourneur, en Égypte.

© Scagnetti/Reporters/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch

www.ddc.admin.ch

« Ce qui est choquant, c'est que,
la plupart du temps, la liberté artistique
est bafouée par les États. »

Srirak Plipat, page 8

« L'accès à l'éducation m'a permis de
comprendre mes droits. Il m'a donné la possibilité
de choisir, ce qui a été libérateur. »

Rebeca Gyumi, page 25

« Pour progresser, il faut une communauté
forte qui aborde les problèmes et
s'éduque, tout en favorisant l'apprentissage
et le soutien mutuel. »

Mister Lu, page 40
